



HANTIER(S)



JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Trimestriel - Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org

Après la Libye et avant l'Iran,
le bousier impérialiste veut
imposer un état vassal sioniste
en Syrie (Vicman, caricaturiste
vénézuélien)

EDITO LA LUTTE CONTINUE !

La campagne des élections présidentielle et législatives qui s'est achevée en juin n'a pas seulement permis au peuple de chasser Sarkozy, elle a aussi révélé un événement majeur que les peuples en lutte hors de France n'ont pas manqué d'apprécier à sa juste valeur : Rompant avec le déclin électoral du PCF depuis les années 80, le score à deux chiffres du Front de Gauche, à travers son candidat Jean Luc Mélenchon, a conclu une campagne de terrain d'une ampleur rarement égalée par le passé : Des manifestations offensives et des rassemblements de plus en plus massifs, entraînant des milliers puis des centaines de milliers de citoyens dans les rues, pulvérisant la médiocre audience des meetings des Hollande, Sarkozy, et C^{ie}, des porte à porte quotidiens où les militants, jeunes ou moins jeunes, expérimentés ou novices, ont renoué avec le peuple et ses préoccupations concrètes, ont appris du peuple en

lutte contre la crise, ont enfin lutté contre le sentiment d'impuissance... des milliers d'adhésions dans les organisations politiques et syndicales, dans les JC (Jeunes Communistes), au PCF et dans les autres organisations composant le Front de Gauche. Un programme antilibéral ambitieux, en construction, dont les masses se sont emparées, un regain d'intérêt pour les idées communistes qui expliquent la crise actuelle du capitalisme et les moyens d'en sortir,

**DANS LA JUNGLE
CAPITALISTE
LE CHANGEMENT C'EST...**



PAS MAINTENANT!

« vote utile » PS anti-Sarkozy, ramenant finalement le score du Front de Gauche à 11,1%... un résultat qui pouvait paraître décevant dans un premier temps pour les milliers de militants pris dans une telle dynamique lors de la campagne, mais il faut rappeler que nous partions de 5% dans les sondages et que le dernier résultat aux présidentielles en 2007 pour le PCF était de 1,9% !

Aux élections législatives, le Front de Gauche a poursuivi sa progression en obtenant 7% des voix contre 4,3% aux précédentes législatives de 2007. Il est cependant victime d'une « vague rose » qui fait passer nombre de candidats PS devant des élus sortants du Front de Gauche, ramenant le nombre de députés à 10, contre 19 dans la précédente législature.

La circonscription médiatisée d'Hénin Beaumont, où Jean Luc Mélenchon a lutté frontalement contre la candidate du parti fasciste Marine Le Pen (alors qu'il aurait pu tranquillement se satisfaire d'une circonscription « facilement gagnable »), fut par exemple le théâtre d'un « tout sauf Mélenchon » orchestré en particulier par le PS maffieux local et les basses attaques de sa dirigeante (pour Martine Aubry ; « à Hénin Beaumont, c'est la guerre des losers de la présidentielle », renvoyant dos à dos les « populistes » Le Pen et Mélenchon...). Jean Luc Mélenchon y a pourtant gagné plus de 1000 voix par rapport à son score local un mois plus tôt au premier tour des présidentielles, quand ce bastion historique du PS voyait le score du candidat Kemel s'effondrer encore au profit du FN (à un point près, Mélenchon réussissait la prouesse de passer devant lui au premier tour). Mélenchon n'a certes pas gagné cette bataille, mais il a confirmé l'ancrage résolument antifasciste et antilibéral du Front de Gauche, nouvelle force de rassemblement de la vraie gauche, « autonome et conquérante » selon ses propres mots !

Regardons cette évolution avec objectivité : Certes nous perdons des sièges à l'Assemblée, mais surtout nous gagnons en indépendance vis-à-vis des sociaux-libéraux qui ne nous le pardonnent pas : « Mieux vaut moins mais mieux » disait Lénine !

Faut-il rappeler qu'en 1958 le PCF, devançant pourtant tous les autres partis en pourcentage (18,9% contre 15,5% pour les socialistes et

Dans ce numéro...

P2 - PS: « Plutôt Merkel que le Front de Gauche »!

P3 - **DOSSIER**: Face à la crise et à l'effondrement productif, des ouvriers en lutte prennent la parole

P6 - La question du droit de vote des étrangers

P7 - Syrie: l'alliance des fanatiques religieux et des fanatiques de l'argent. Front de la Paix ou nouvelle guerre mondiale?

P9 - Non au blocus et au complot de la Françafric contre le peuple malien!

P10 - Retour sur le « printemps québécois » et les luttes étudiantes

P11 - Le KKE a raison! La Grèce, maillon faible de la chaîne impérialiste UE

P12 - Le fascisme est toujours un arme du capital!

P13 - RCC: Un bilan de nos expériences de campagne électorale avec le Front de Gauche, et des assises du communisme

Jean Luc **Mélenchon**, qui a « fait l'évènement lors des élections présidentielles en France cette année », a été l'invité à Caracas le 6 juillet dernier (avec Ignacio Ramonet) du président révolutionnaire du Venezuela **Hugo Chavez**, pour la commémoration de l'indépendance de son pays.



17,6% pour l'UNRI!), n'avait plus que 10 députés, ce qui ne l'a pas empêché de rester combatif et à la pointe des luttes politiques de l'époque.

Aujourd'hui, alors que « l'austérité » européenne va s'abattre sur nous comme elle s'abat déjà en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, un grand travail politique s'impose : il faudra se battre avec le plus de forces possible contre ces plans « d'effondrement productif » et de sabotage social que nous réservent Hollande et les marchés financiers UE (voir les différents interviews des

boîtes actuellement en lutte, et notre article sur les dernières élections en Grèce notamment). Pour cela, il faudra lutter pour que le front syndical s'élargisse en s'appuyant sur les bases de classe et de masse qui ont fait sa grandeur par le passé, et pour la construction d'un front populaire de gauche de plus en plus large, au sein duquel les partis politiques seront respectés et où les communistes pourront travailler à saper l'impérialisme français et européen par des mots d'ordre justes (sortons de l'euro! Sortons de l'OTAN! Non aux guerres d'ingérence!...): Donnons-nous les

moyens politiques d'entrer de plein pied dans l'affrontement mondial actuel des peuples contre l'impérialisme agonisant et mortifère : Associations-nous aux grands mouvements de luttes ouvrières, étudiantes, populaires qui se lèvent dans le monde, des grandes grèves des mineurs des Asturies en Espagne, des métallurgistes grecs, aux luttes des étudiants chiliens, québécois, mexicains, en passant par les révoltes des peuples tunisien, égyptien, bahreïni, saoudien, palestinien, et les conquêtes des peuples latino-américains... Plus que jamais l'heure est à la résistance !

Après le « plutôt Hitler que le Front Populaire » de la bourgeoisie française en 1936, l'umPS et le MEDEF lancent le...

« Plutôt MERKEL que le Front de Gauche! »

Nicolas Doisy, Chevreux



Au lendemain du 18 mars 2012, en pleine campagne présidentielle, alors que le Front de Gauche venait de rassembler à la Bastille plus de 120000 manifestants –du jamais vu!– le journal FAKIR interrogeait Nicolas Doisy, lobbyiste de *Chevreux*, un des plus importants lobby financiers européens appartenant à *Corporate & Investment Bank Crédit Agricole*. Entre requins de la finance, finie la langue de bois! Place au « parler vrai » et au véritable plan de bataille des maîtres du jeu ! Le journal souhaitait des précisions et commentaires sur une note interne qui n'était pas destinée normalement au grand public. On va rapidement comprendre pourquoi...

L'auteur va droit au but : « François Hollande va devoir déplaire soit aux marchés financiers soit à ses électeurs puisqu'il est certain de ne pas parvenir à réconcilier les deux ». Il précise : « **Le programme des principaux candidats, on le connaît déjà ; il sera imposé par l'appartenance à la zone euro, c'est ça le point important.** C'est ce conflit d'intérêt que devra trancher Hollande ; rester dans la zone euro *versus* satisfaire les demandes de l'électorat de gauche... les deux ne sont plus compatibles maintenant, on le voit depuis la crise grecque. (...) **C'est regrettable pour François Hollande mais la nécessité d'une libéralisation du marché du travail est le résultat direct d'une appartenance de la France à la zone euro**, ainsi ne peut-on avoir l'une sans avoir l'autre. (...) **Quelque soit le prochain président, il devra s'atteler à la réforme du CDI**, tout simplement à cause de la pression des autres Etats de la zone euro. L'Allemagne a déjà fait ce genre de réforme au milieu des années 2000, c'est aujourd'hui au tour de l'Espagne, de la Grèce : pourquoi la France pourrait-elle s'en dispenser ? Cela revient à réduire considérablement un certain nombre de garanties dont bénéficient les titulaires de CDI notamment, et à imposer plus de flexibilité sur les travailleurs français ». La note interne poursuit : « Il serait politiquement intelligent que les partenaires de l'eurozone, allemands, etc. permettent à François Hollande de prétendre qu'il leur a arraché quelques concessions, **même si c'est faux en réalité. La demande de renégociation du traité européen serait alors utilisée pour tromper le public français**, en lui faisant accepter des réformes correctes dont celles du marché du travail. » N. Doisy confirme : « Les gens du marché s'expriment de façon très directe, le vocabulaire de cette citation [« tromper »] paraîtra peut être excessif à beaucoup de lecteurs ; il est vrai qu'on ne s'embarrasse pas de finasseries quand on se

parle entre nous dans les marchés financiers... Ce qui va se passer, c'est une petite mise en scène, un petit théâtre. Je ne fais pas de théorie du complot pour dire qu'on manipule tout le monde... mais le script est un peu écrit, si on est malin, on ne s'écartera pas trop du script, et on arrivera peut être à faire passer la pilule de façon plus simple qu'au début des années 80 (...). Il y a un danger qui se présente quand même, c'est à propos du week end qui vient de s'écouler [lendemain du 18 mars où le Front de Gauche en campagne a rassemblé plus de 120000 personnes à la Bastille] : on voit que Mélenchon est vraiment en phase ascendante. Hollande essaie de donner des gages à gauche parce qu'avant de gagner le deuxième tour, il faut d'abord gagner le premier ! Et quand on voit la montée en puissance de Mélenchon, on sait que Hollande va essayer de donner des gages à sa gauche et ce sera de plus en plus compliqué pour lui : les marchés ne laisseront pas passer de toute façon ! (...) Regardez la Grèce, l'Espagne, l'Italie, tout ce qui se passe en Europe depuis 2010 : on a bien vu que quoiqu'il arrive c'est le marché qui l'emporte à la fin. Il n'a pas forcément raison au sens moral du terme, mais il aura raison factuellement puisqu'il s'imposera ».

Fakir conclue l'entretien par cette question : « si comme en 36 une victoire populaire électorale induit une manifestation de masse, une grève générale, que se passe t-il en Europe ? ». N. Doisy : « Là, au niveau des marchés, c'est le gros coup d'angoisse ! **Si quand les grecs manifestent l'Europe est déjà sur le point d'exploser, je vous laisse imaginer pour la France...** » [l'intégralité de cette interview est disponible en audio dans les archives de l'émission *Là-bas si j'y suis – France Inter*]

Ce scénario, on le sait, vient de se réaliser exactement de cette façon : Hollande, qui a approuvé avec le PS le « Mécanisme Européen »*, vient de simuler une renégociation du traité européen dans la foulée de son élection. Tout porte à croire qu'il mènera une politique de soumission à la Papandréou (le socialiste grec qui a soumis les travailleurs à des baisses généralisées de salaires allant jusqu'à –20%).

Les habituelles premières mesurètes du nouveau président, avant le tunnel de « l'austérité socialiste » qu'il va nous imposer avec les requins de l'UE et du FMI, font déjà oublier qu'il se prétendait de « gauche » lors de sa campagne : Hausse du SMIC à hauteur de 22 euros par mois (un carambar par jour), alors que GDF annonce déjà une

hausse rétroactive du prix du gaz (le gel a officiellement pris fin sous Sarkozy fin 2011), et que les prix continueront de grimper (transports, pain, lait, etc.). Sur le dossier des retraites, la promesse de retour à 60 ans ne concernera qu'une petite partie des futurs retraités (ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans et cotisé pendant suffisamment de trimestres sans chômage!) et sera financée par une hausse des cotisations de la part des travailleurs plutôt que des patrons... sans parler de la « CSG sociale » (les contribuables payent à la place des patrons) destinée à remplacer le projet sarkozyste de TVA sociale (les consommateurs payent à la place des patrons) !

Au bord du gouffre qui s'annonce, puisque le MES sera incapable d'après les « experts » bourgeois eux-mêmes, de fournir suffisamment de milliards pour renflouer les banques de tous les pays européens en faillite à la fois (ils sont de plus en plus nombreux, et cela va de plus en plus vite) et que la seule politique qui pourra sortir de ce cul-de-sac sera celle de la déflation galopante, exactement comme celle des années trente lors de la grande crise, nous voici nous-mêmes face à la nécessité de nous organiser syndicalement, politiquement, de nous unir face aux tourmentes qui vont s'abattre...

Les climatologues affirment que nous assistons à un réchauffement climatique aux conséquences énormes et la grande majorité du public, sous l'emprise de la pression médiatique pour un capitalisme « vert », reconnaît la menace... Mais quand les économistes affirment que la crise du capitalisme nous amène à une conflagration mondiale, très peu d'entre nous le reconnaissent vraiment : « on exagère, cela ne peut pas se reproduire ! ». C'est en ayant pleinement conscience de cette évolution, grâce à ce que nous enseigne le marxisme sur ce système, que nous saurons trouver les voies et moyens d'un système alternatif où ce genre de crise ne sera plus possible, hors de l'UE impérialiste : la socialisation des moyens de production !

** Le MES est une pseudo-société anonyme immunisée contre toute souveraineté populaire, totalement hors du circuit des habituels processus démocratiques, et mise en place pour gérer la mise au pas définitive des politiques économiques nationales de l'UE, sanctionnant drastiquement les peuples dès 0,5% de déficit ! (les plans de casse sociale prétextaient jusque là un déficit supérieur à 3% qu'aucun Etat ne pouvait déjà tenir!)*

ECHO DES LUTTES

Le changement, c'est maintenant? Voilà une question que l'on peut poser directement aux ouvriers des boîtes en lutte contre les plans de licenciement, les délocalisations, les liquidations stratégiques, cartes avec lesquelles l'oligarchie financière joue dans ce jeu cynique consistant à nous faire payer leur crise. Contextes, formes de lutte et mots d'ordre sont multiples, mais jamais les ouvriers ne s'en tiennent au leurre lamentable du « redressement productif » du nouveau gouvernement, dont le véritable but est de faire passer les catastrophes sociales qui s'annoncent pour des « catastrophes naturelles » auxquelles il faudrait se résigner passivement... Ils s'inspirent plus volontiers de luttes telles que celle des Fralib ou des Goodyear, et souvent d'éléments du programme du Front de Gauche, évidemment en contradiction totale avec la politique sociale-libérale du PS pro-européen!

PSA : « Faut qu'on nationalise cette entreprise ! »

Xavier Mathieu, *Continental* CGT (interview diffusée le 14 juillet 2012 sur Europe 1)

Quand vous avez entendu cette semaine ce qui se passe à Aulnay, quand vous avez entendu ces interviews d'ouvriers extrêmement touchantes, on imagine que vous vous sentez très proche d'eux ?

Ah, très proche, toujours la même envie de gerber, de toute façon pour tous ces licenciements, c'est les mêmes méthodes, les mêmes magouilles, les mêmes entourloupes depuis des années : On fait baisser la production volontairement, on vous explique que l'usine marche mal, qu'il faut la fermer; et quand j'entends votre interviewant, juste avant, le mec des « cellules de reclassement »; ces mecs là c'est juste une bonne bande d'escrocs qui sont là pour ramasser du fric sur le dos des chômeurs. Pôle emploi est largement capable de faire le métier. Je vous le dis, chez nous, ils ont ramassé 6 millions d'euros et ils n'ont reclassé qu'une centaine de personnes environ. Il y a 600 personnes sur 1120 Conti qui sont encore à Pôle emploi ; ces mecs là c'est juste une bande d'escrocs qui profitent de la situation. Qu'on me parle pas des « cellules de reclassement »... c'est juste pour faire croire aux gens qu'ils vont leur trouver du travail, mais ils ne trouveront rien ! Ces gens là ils sont juste là pour faire du fric, c'est tout !

Ça ne fonctionne pas ? ce système c'est des promesses en l'air, vous n'y croyez pas lorsque le groupe dit que chacun sera reclassé ?

Oui, Varin a dit exactement la même phrase que le grand directeur de Continental : « aucun ouvrier ne restera sur le carreau ». Il y a 600 ouvriers de chez Continental à Pôle emploi aujourd'hui ; il y a des tentatives de suicide, des suicides, il y a des gens qui sont addicts à l'alcool, à la drogue, aux médicaments, des divorces... C'est une catastrophe au plan social ! Moi j'aimerais bien qu'une bonne fois, pour tous les dirigeants et les patrons de chez Peugeot, qu'on nationalise cette entreprise et qu'on leur confisque leurs biens ; parce que de toute façon, toute cette famille, ils se sont tous barrés je ne sais où dans les paradis fiscaux, ils payent pas d'impôts en France! Alors il est temps qu'un jour les entreprises françaises, on en refasse des lieux de biens publics et plus des objets de spéculation ! Ils ont tout aujourd'hui !

Xavier Mathieu, qu'est-ce que vous conseillez à ces ouvriers ? On a le sentiment qu'ils sont assommés, qu'ils ne savent pas quoi faire aujourd'hui ; il faut qu'ils se battent, qu'ils montent des barricades, il faut qu'ils prennent le maximum d'indemnités ?

Non ! Il faut qu'ils fassent la guerre ! Parce que c'est la guerre là ! Il faut que ça devienne des combattants ; ils sont 3000 ; à 3000 ils peuvent foutre le bordel ; à 3000 ils peuvent tout bloquer...

On annonce 40000 licenciements... mais ces 40000 là, il faut qu'ils se mettent ensemble et qu'ils fassent la guerre ; C'est leurs maisons et leurs familles, c'est leur vie qui est en jeu, c'est leur bouffe à la fin du mois ! Y en a marre ! Franchement je suis complètement révolté. Ça fait 4 ans que j'ai pas de travail ; on s'est battu comme des chiens ! Il faut que ces gens là sachent, tous les ouvriers de chez Peugeot, sachez une chose, tous les gens autour de vous vont essayer de vous diviser ; restez groupés, Tous ensemble ! A 3000 vous pouvez leur faire la guerre, vous pouvez gagner, vous pouvez empêcher cette boîte de fermer ; parce que cette boîte elle n'a aucune raison de fermer ! Vous savez, on vous annonce que l'usine va mal ; pourquoi, pourquoi ? Mais avec quel fric Peugeot construit des usines à l'étranger, avec quel argent ? De la sueur des travailleurs de Peugeot Citroën ! A Aulnay c'est ces gens là qui ont avalé tous les bénéfices ! C'est les ouvriers de chez Peugeot qui ont enrichi la famille Peugeot ! Donc la famille Peugeot, elle doit maintenir le site à Aulnay ! Point! Ou alors ça va être la guerre !



LES MOTS POUR LE DIRE...



CAMIVA (73) : « Il y a de l'argent public du début à la fin du processus chez nous, la solution est évidente politiquement ! »

Chantiers : Visiblement la fermeture de votre usine était prévue depuis pas mal de temps. Quelle a été la stratégie des patrons ?

François (Délégué CGT) : Le « management » a changé quand l'usine a été « prise en main » par le groupe IVECO (groupe FIAT). Depuis qu'on nous a retiré la production de véhicules à haute valeur ajoutée, on a senti que ça partait du mauvais côté. Il y a eu une alerte en 2011, malgré tous les signes encourageants enregistrés. En fait la seule année déficitaire, c'était l'année passée où on a perdu 2 millions d'euros, quand on nous a enlevé certains marchés historiques comme l'Algérie, par le développement de la sous-traitance, tout cela ajouté à un changement d'outil de production auquel il a fallu s'adapter. Du côté des investissements, c'était l'Arlésienne, depuis dix ans pendant lesquels on nous promettait des investissements dans notre entreprise, pendant que les profits restaient bizarrement dans le groupe : en fait ils nous ont fait creuser notre tombe en payant le PSE avec le bénéfice des années précédentes, avec une plus-value sur la revente des terrains.

En 2005 on était déjà tombé sur un document qui planifiait ce qui est en train de se produire en terme de délocalisation (mais avec moins de licenciements officiellement prévus bien sûr !)

Chantiers : De votre côté, quelle a été la réaction ? C'est manifestement un plan de licenciements boursiers masqué ?

François : On a mis en place un droit d'alerte dès qu'ils nous ont enlevé la production des véhicules rentables mais ça a été très compliqué : ils ne voulaient surtout pas qu'on vienne fouiller leurs comptes. L'entreprise est viable avec pratiquement dix millions d'euros d'avance (même avec juste deux millions on peut tenir cinq ans), on a un carnet de commande, un savoir-faire... Tout est donc là pour que ça fonctionne, mais visiblement ils veulent tout regrouper en Allemagne pour augmenter les profits, voire pour « assainir » avant une revente... Pour une entreprise, Fiat, qui a connu dans les deux derniers trimestres une augmentation de ses profits de 93%, c'est clair que les raisons du PSE sont boursières !

On nous a informé de la fermeture de notre site le 7 mai, juste au lendemain de l'élection présidentielle, et à la veille du 8 mai : annonce d'une délocalisation en Allemagne ! Ils sont vraiment dans les symboles !

Nous on a décidé de préserver l'outil de production dans un premier temps et de médiatiser notre lutte le plus possible.

Chantiers : Le projet de reprise du site par Renault Trucks n'a pas abouti apparemment, pourquoi ?

François : C'est une de nos propositions, mais il faut savoir que Renault nous avait déjà cédé à Fiat suite à une restructuration avec, déjà, une centaine de licenciements. Aujourd'hui Fiat adopte visiblement la même stratégie. En tout cas, Renault n'est pas intéressé actuellement, en fait « Renault Truck Defense » c'est à Volvo et non à Renault, et eux aussi sont en train de se « restructurer » !

Iveco fonctionne beaucoup avec des aides de l'Etat, par rapport au pôle de compétitivité, puisque les véhicules qu'on vend en France (camions de pompiers, etc.) sont liés aux collectivités locales : Il y a de l'argent public du début à la fin... donc le choix à faire est évidemment politique non ? Evidemment on voit bien que c'est pas dans la tendance actuelle de nationaliser mais c'est pourtant une possibilité !



DOUX Graincourt (62) : Sans résistance, pas de maintien de l'emploi !

Fabrice (CGT) : Il y a deux mois le patron a mis l'entreprise en liquidation judiciaire sur Quimper. Ici on a commencé à bouger, à bloquer les ronds-points et faire des rassemblements de protestation, la médiation a pu commencer, on a reçu des soutiens de nos syndicats, des élus locaux. Dans le plan de continuité prévu par le consortium qui nous dirige, le pôle « frais » -le nôtre ici dans le Pas de Calais- a été supprimé.

Le patron a reçu des millions de subvention ; ce serait pas mal qu'on en voit la couleur ici pour sauver nos emplois ! Il va encore en avoir une au mois d'octobre... Mais pour nous, c'est « on a plus de sous », à cause d'une dette de 430 millions d'euros...

(...) Ici ce serait très compliqué de faire une SCOP pour se réapproprier l'usine. D'abord il faut avoir une marque, ici, hors du groupe Père Dodu, on perdrait la nôtre. Ce serait très compliqué d'en recréer une dans notre petite structure de 250 ouvriers.

Chantiers : On a récemment entendu que « le changement c'est maintenant », vous ne pensez quoi ?

Fabrice : Le changement ou l'aggravation ? Non c'est la cata en ce moment ! D'ailleurs l'Europe, nous on n'y croit pas trop ! Ca nous ramène que du mauvais. Si « l'Europe sociale » c'était vrai, on le saurait depuis longtemps !



Goodyear Amiens (60) : 402 licenciements annulés par la lutte et l'unité !

Chantiers : Le PSE vient d'être annulé suite à une lutte juridique en juin dernier. Comment avez-vous mené le combat ?

Laurent (CGT) : Ça fait cinq ans qu'on lutte chez nous, ça a commencé par le refus des équipes en 4/8 [équipes en chevauchement pour réduire le nombre d'ouvriers]. On a élu la CGT à plus de 80% chez nous, vue l'efficacité sur le terrain, c'était à l'époque de la lutte des camarades de Continental près de chez nous à Amiens d'ailleurs. Là, la direction a tenté un plan social sur le secteur « véhicules de tourisme » qu'on vient de mettre en échec par la lutte juridique, et par l'unité de tous les secteurs : moi je suis du secteur « tracteurs » mais j'ai tenu avec les camarades, on est tous dans la même galère. Il y a eu des grèves, des procès à répétition qu'on a tous gagnés. On a même gagné des hausses de salaires, puisqu'avant ces procès, ils refusaient le treizième mois à ceux qui venaient d'arriver : on a réussi à l'imposer pour tous !

Pascal (CGT) : C'était des faux prétextes, ce PSE. C'était pas pour passer en 4/8 ou pour faire tourner l'usine 24 heures sur 24 toute l'année puisque c'était déjà comme ça avant. Il y avait de toutes façons des licenciements de prévus et aussi des gens à affaiblir. C'est notre délégué CGT Michael Wamen qui nous a uni, qui est toujours resté « collectif » et nous a bien mobilisés jusqu'au bout.

Laurent : Sur nos tee-shirt on a mis « patrons voyous », avec un « s », parce qu'ils sont tous comme ça ! Et contre ça, seule l'union fait la force ! C'est ça notre mot d'ordre !



Chantiers : Que pensez-vous de la stratégie des Fralib qui luttent pour une réappropriation de leur entreprise ?

La SCOP on y a pensé aussi bien sûr ! Mais il faut une motivation forte et collective, c'est pas évident du tout. En plus, en face il y a un vrai blocage coté brevets, donc rien pour nous aider dans cette voie...

FRALIB : Une lutte emblématique de la classe ouvrière contre les délocalisations

Interview de Henri, délégué CGT, et Gérard, délégué CFE-CGC, salariés de Fralib.

Grèves, occupation d'usine, lutte collective et quotidienne, politique, juridique, médiatique... la lutte des Fralib du site de Géménos (thés LIPTON) contre les patrons et actionnaires d'UNILEVER est devenu une source d'inspiration pour bien les luttes actuelles dans toute la France contre les délocalisations et licenciements boursiers.

Chantiers : Pourquoi cette lutte ?

Elle a débuté à l'annonce du plan de fermeture du site par Unilever le 28 septembre 2010. Le premier temps de la bagarre a eu pour objectif qu'Unilever revienne sur sa décision. En effet, par le passé, Unilever a pris de telles décisions sur lesquelles Il revenait par la suite. A cette étape, soit le rapport de force était insuffisant soit la décision était ferme et programmée, en tous les cas la fermeture a été définitivement annoncée le 21 juillet 2011.

Chantiers : Quelle est la justification d'Unilever ?

Leur explication : des pertes économiques, ce qui est complètement faux ! En effet, en 2011, malgré un seul semestre en fonctionnement, des primes aux dividendes ont été versées. Selon le rapport d'expertise payé par la Région PACA le seuil de rentabilité c'est une production annuelle de 1.000 tonnes. Il reste un fond de caisse de 13 millions d'euros. A l'époque, la production était de 3000 tonnes, donc sur une année, huit mois de travail allaient dans les poches des actionnaires alors qu'ils disent qu'ils ne gagnent pas assez ! Une délocalisation était donc programmée vers Katowice en Pologne ou vers Bruxelles en Belgique. Là aussi, c'est bizarre car si les salaires polonais sont inférieurs aux salaires français, il n'en est pas de même pour les belges. En fait, en diminuant les volumes de production, le « coût » devient plus élevé en France que sur le site bruxellois. Donc les actionnaires jouent sur cette variable pour justifier la délocalisation.

Chantiers : Gérard, assimilé cadre, et Henri, ouvrier de la logistique, qu'est-ce qui vous lie dans cette lutte ?

C'est un gros problème en France, ils [les cadres, employés et ouvriers] sont incapables de s'entendre dans ce genre de conflits, or c'est jouer le jeu du patron. [Gérard :] j'ai déjà connu une expérience de fermeture au Havre (d'autres salariés viennent du même site du Havre), où les dégâts sociaux ont été : divorces, suicides... j'ai ainsi pu constater qu'Unilever délègue à un cabinet le suivi du PSE et se débarasse de ses obligations sociales. Ainsi, ce ne sont que petits boulots, CDD qui ne débouchent généralement sur rien à moyen terme. C'est pourquoi, bien qu'à un mois de la retraite, je suis toujours là car je me suis engagé à rester jusqu'au bout avec les camarades. Une raison c'est qu'à partir du moment où un délégué syndical prend un mandat, il doit aller jusqu'au bout, ma parole est sacrée ! Une autre raison, ce sont mes convictions politiques. [Henri :] La solidarité entre les salariés du site est fort car plus on avançait plus on apprenait !

Chantiers : Quel est l'avenir du site et des salariés de Fralib ?

Le projet de SCOP a été reconnu comme viable par Montebourg. Ce projet est ficelé, mais il reste des discussions avec le médiateur mandaté



par Montebourg. Néanmoins, nous ne voulons pas que le médiateur soit le seul à discuter de la concrétisation du projet, nous voulons rester au cœur du projet.

Et, il reste à créer le fond de roulement nécessaire, estimé à 5 millions d'euros par Projexa (cabinet d'expertise diligenté par la Région). Pour nous, 20000 euros ont été versés aux ex-employés du site qui l'ont acceptés pour créer leur entreprise, nous revendiquons 50000 euros par salarié encore présent, le compte y serait puisque 100 salariés sont encore présents.

Pour l'activité, plusieurs pistes sont envisagées : faire de la sous-traitance d'Unilever avec une convention, et travailler en MDD (marque distributeur), ce que la grande distribution verrait d'un bon œil. La première voie ne pourrait être que temporaire mais une grosse difficulté est qu'Unilever contrôle 80% du thé mondial. Des contacts sont pris avec des Vietnamiens et des Indiens, ce sont des pistes sérieuses mais à confirmer.

La Région est un autre partenaire. Par exemple, pour les locaux et les machines, la Région les achète avant de les rétrocéder aux salariés eux-mêmes.

Chantiers : La nationalisation a-t-elle été à l'ordre du jour ?

Nous n'y avons pas vraiment pensé mais nous nous sommes récemment intéressés à la possibilité d'une SCIC (Coopérative d'Intérêt Collectif) à l'exemple de ce qui a été fait à Melle sous l'impulsion de S. Royal. Mais, ce n'est une possibilité que dans un second temps.

Chantiers : Quel lien avez vous créé pendant la lutte ?

Récemment nous avons établi des contacts avec Continental Nutrition qui ont pris les mêmes résolutions que nous, à savoir se battre pour la reprise de l'activité et non pour des augmentations d'indemnités de départ. Il se battent eux aussi car ce sont des compétences techniques qui disparaîtront de la région. Pendant toute la lutte, des démarches envers la population et

les élus ont été faites. Il y a eu toutes les semaines au minimum une initiative, parfois deux. Nous avons pu profiter du fait que les grosses boîtes n'aiment pas qu'on ternisse leur image et de la période de primaires socialistes puis des élections présidentielles et législatives. Tous les candidats de gauche sont venus sur le site, Hollande s'est retrouvé contraint de prendre des engagements. Pour la population, pendant la période d'occupation, seules les structures étaient acceptées à cause des risques mais depuis que ça s'est calmé, il y a des visites régulières de la population.



Le droit de vote aux résidents étrangers : Une nécessité pour l'unité et les luttes de la classe ouvrière

L'arme de la division des travailleurs est utilisée en permanence par les patrons. Ils tentent ainsi de diviser jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, les différentes catégories d'ouvriers entre elles, etc. La division entre travailleurs français et travailleurs immigrés n'est ainsi qu'une des divisions que le capitalisme entretient sans cesse pour pouvoir organiser une concurrence entre travailleurs afin de pousser à la baisse les conditions de travail, les salaires, la stabilité du contrat de travail, etc. Le capitalisme c'est la concurrence acharnée entre les capitaux, mais aussi la concurrence organisée entre les travailleurs. Pour les travailleurs immigrés la division est légalement et politiquement organisée notamment par l'absence de droit de vote avec des conséquences concrètes sur leur vie quotidienne.

1. L'absence de droits politiques : un affaiblissement de la classe ouvrière

Les immigrés vivant durablement sur notre territoire sont en très grande majorité membres de la classe ouvrière. Ce ne sont pas les bourgeois qui quittent leurs pays mais ceux qui n'arrivent plus à y vivre décemment, eux et leurs familles. Refuser le droit de vote à ces travailleurs, c'est affaiblir le poids électoral de la classe ouvrière. La classe ouvrière réelle et la classe ouvrière pouvant s'exprimer politiquement ne coïncident pas lorsque légalement un pan entier de celle-ci n'a pas accès au vote et d'éligibilité. Ces ouvriers sont comme tous les autres. Ils sont exploités comme eux, payent leurs impôts comme eux, sont victimes des mêmes restructurations et licenciements, participent aux mêmes luttes sociales, etc.

Cette inégalité de traitement a des conséquences concrètes: Une partie des travailleurs français sont habitués par cette négation des droits de leurs collègues immigrés à les considérer comme différents d'eux, comme n'appartenant pas à la même classe, comme n'ayant pas les mêmes intérêts. Ils peuvent alors devenir sensibles aux discours et politiques visant à faire de leurs frères de classe immigrés des boucs émissaires de toutes les difficultés de la société française. Le bouc émissaire est pour le dominant un excellent outil pour détourner la colère populaire de ses véritables cibles. Ce ne sont donc pas les immigrés qui licencient mais bien les patrons et les banquiers. Face à ces divisions nous devons retrouver les réflexes de classe qui tiennent en une maxime chère à la classe ouvrière : Une seule classe ouvrière, un seul régime de droit.

Les conséquences concrètes de cette inégalité politique touchent aussi nos camarades immigrés. Pour une partie d'entre eux, il est difficile de se sentir dans le « même bateau » que leurs collègues de travail quand les droits ne sont pas similaires. L'exclusion du droit de vote peut dès lors produire chez certains d'entre eux une tendance au retrait du combat politique, et pour d'autres, un regard méfiant vis-à-vis des organisations de la classe ouvrière qui ne prennent pas en charge le combat pour le droit de vote. C'est exactement l'objectif visé par cette négation des droits politiques et c'est ainsi toute la classe qui est affaiblie.

2. Une population fragilisée et stigmatisée

L'absence de droits de vote fragilise les immigrés et autorise toutes les stigmatisations. A chaque campagne électorale les attaques contre l'immigration redoublent d'ampleur. Des débats sur le voile, à celui sur la viande Hallal en passant par celui sur l'identité nationale, nous avons été spectateur d'attaques ignobles visant à détourner l'attention des véritables questions : la misère, le chômage, l'enrichissement toujours plus indécent des plus riches. Face à ces attaques les travailleurs immigrés ne peuvent même pas brandir leur droit de vote pour sanctionner les responsables de ces campagnes. Nul doute que s'ils avaient ce droit, les différentes forces politiques hésiteraient avant de tenir de tels propos.

Bien sûr les communistes savent que les élections ne suffisent pas à abolir le système capitaliste. Bien sûr nous savons qu'un système se renverse par une lutte des classes aigue conduisant à une prise du pouvoir c'est-à-dire par une révolution. Cela ne nous conduit pas cependant au rejet des élections; Celles-ci sont un outil pour mesurer le rapport des forces entre classes sociales et une tribune pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. Nous avons intérêt à faire disparaître tous les traitements inégaux qui touchent une partie de notre classe, toutes les fragilisations qui affaiblissent nos capacités de lutte, toutes les stigmatisations qui divisent ceux

que leurs conditions sociales devraient unir.

Le droit de vote aux travailleurs immigrés était une des promesses du candidat Mitterrand en 1981. Elle n'a pas été tenue et cela n'est pas le fait du hasard. Le parti socialiste une fois au gouvernement a, en effet, repris les mêmes logiques libérales que la droite précédemment : poursuite d'une construction européenne qui produit inévitablement de la pauvreté, de la précarité et des licenciements ; politique dite de baisse des « charges sociales » pour les employeurs c'est-à-dire concrètement des cadeaux supplémentaires financés sur les impôts directs et indirects que nous payons tous, français comme immigrés, remise en cause des droits conquis par nos aînés de la sécurité sociale, droit à la retraite en passant par le service public que nous payons tous, français et immigrés, par nos cotisations et impôts, etc. Ayant adopté les mêmes politiques, le parti socialiste a eu besoin des mêmes outils pour détourner la colère populaire de ses véritables cibles. Lui aussi a participé, certes avec un discours en apparence humaniste, à détourner le débat vers l'immigration alors qu'il se situe fondamentalement dans les politiques économiques en faveur du patronat et des riches.

Le candidat Hollande a une nouvelle fois promis le droit de vote pour nos camarades immigrés tout en le limitant immédiatement à l'échelon local et avec des restrictions sur l'éligibilité. La droite a immédiatement annoncé que l'opposition à cette mesure serait un de ses axes essentiels de bataille. Elle se prépare à une campagne visant à propager la peur en utilisant le mensonge et la démagogie. Elle se retrouvera ainsi une nouvelle fois à la remorque du Front National ultralibéral qui se renforce à chaque fois que ses idées sont reprises par d'autres forces politiques. Hollande comme son prédécesseur Mitterrand se prépare à reculer. A nous de mener le combat pour nous opposer à ce recul!

Tout ce qui divise la classe nous dessert, tout ce qui l'unie nous renforce!

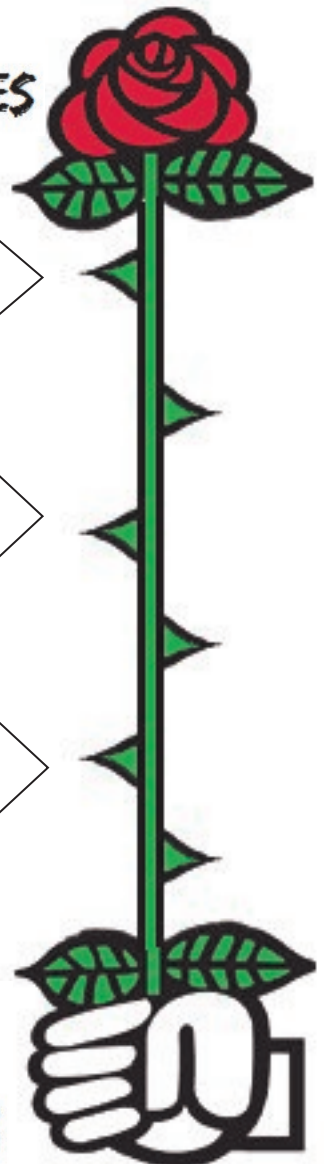
IMMIGRATION: FINIES LES PROMESSES

22 juillet: Kamel Azzaz, militant sans papiers du CSP59, est arrêté en pleine rue sous les yeux de sa petite fille de 11 ans, choquée, confiée par la police à un inconnu. Son père est expulsé sur le champ en Algérie...

9 août: Deux campements Roms de l'agglomération lilloise sont chassés sans aucune recherche de solution alternative, laissant leurs habitants à la rue et les militants associatifs consternés...

13 août: Des provocations policières (contrôle au faciès, etc. allant jusqu'au gazage d'une maman endeuillée), enflamment un quartier populaire du nord d'Amiens et des altercations avec les forces de police, rappelant le vent de révolte des quartiers fin 2005...

**LE CHANGEMENT
DE PROGRAMME
C'EST MAINTENANT !**



Ingérence et déstabilisation de la Syrie: Une alliance des fanatiques religieux et des fanatiques de l'argent

Une fois Kadhafi tué et la Libye tombée dans l'escarcelle des multinationales de la Françafrique, de l'Eurafric et de l'Usafric, les mercenaires djihadistes financés par les théocraties saoudienne et qatari ont été en partie transférés au Mali, en lien avec le MNLA, et surtout en Syrie, pour y provoquer les bains de sang dont font état régulièrement les médias occidentaux et Al Jazeera, en accusant toujours l'un des derniers régimes laïcs (avec l'Algérie, même si ce dernier est arabo-berbère et donc Africain) du monde arabe.

Pour maintenir des taux élevés de profit, les impérialistes des USA et de l'UE ont embauché les fanatiques islamistes via leurs alliés des pétrodollars d'Arabie Saoudite, du Qatar, des Emirats Arabes et du Koweït pour : 1) remplacer à travers des élections les dictatures renversées par des soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte; 2) tuer et chasser par la guerre les dirigeants laïcs comme en Libye.

C'est la poursuite de ce projet machiavélique qui continue en Syrie. En effet l'alliance entre les monarchies et émirats du pétrodollar et les grands groupes monopolistes occidentaux résulte de la financiarisation parasitaire de l'économie capitaliste mondiale. Les régimes théocratiques islamistes, purs produits de la balkanisation coloniale du monde arabe, qui n'ont d'autres moyens d'enrichissement que les pétrodollars, se sont financiarisés en se dotant de fonds qu'ils mettent à disposition des puissances impérialistes occidentales sous forme d'investissements. Ces pétrodollars sont de plus en plus intégrés comme actionnaires dépendants dans les grands groupes monopolistes US et UE. C'est cela, la base économique de l'alliance entre les monarches barbares enturbannés, émirats et les barbares en costume cravate que sont les Obama, Cameron, Merkel, Sarkozy/Hollande.

Les impérialistes occidentaux, confrontés à la montée en puissance des économies des pays émergents devenus les « ateliers du monde » (Chine, Inde, Russie, Brésil, Vietnam, Afrique du Sud, etc.) et les pays de l'Alliance bolivarienne (Cuba, Venezuela, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Salvador, etc.), cherchent par tous les moyens à empêcher que les pays souverains laïcs du monde arabo-musulman et d'Afrique ne rejoignent le concert des pays en développement en les maintenant dans leur rôle de fournisseurs de matières premières et de main d'œuvre bon marché. Tel est l'intérêt du moment qui fonde la collusion entre l'impérialisme US et UE et les théocraties fondamentalistes islamistes, intérêt qui plonge ses racines profondément dans les rapports coloniaux qui ont présidé à la création des dynasties saoudienne, qatari, koweïtienne et émirati sur des puits de pétrole.

Voilà pourquoi celles-ci sont aussi alliées de l'Etat colonial théocratique sioniste qu'est Israël. Voilà pourquoi ces féodaux moyenâgeux financent et arment les « fous de Dieu » qui sont utilisés comme mercenaires par l'OTAN, les USA, l'UE pour détruire les républiques laïques de l'Irak, de la Libye et aujourd'hui s'en prennent à la Syrie, et demain s'en prendront à l'Iran des mollahs. Voilà ce que promet le totalitarisme des médiamentonges occidentaux et d'Al Jazeera.

Bien entendu, ce n'est pas faire œuvre de prophétie que de dire que cette alliance est momentanée. Car une fois débarrassés des Etats laïcs, comme Ben Laden jadis allié des impérialistes en Afghanistan contre l'URSS, les terroristes islamistes se retourneront contre leurs commanditaires occidentaux.

Mais cette alliance peut être durable, car l'objectif est de maintenir l'hégémonie mondiale de l'occident impérialiste qui perdure depuis plus de cinq siècles ; elle conduit à ce que la marche guerrière des impérialistes à travers le monde ne puisse finir que par la confrontation majeure, que l'occident perdra, avec les puissances émergentes comme la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, le Vietnam, l'Afrique du sud, etc., et les pays de l'Alba.

Front de la Paix ou chaos impérialiste et nouvelle guerre mondiale ?

Lors d'une conférence de presse le premier août dernier, Hugo Chavez, président révolutionnaire du Venezuela, déclarait à propos de la Syrie : « Des gouvernements s'entêtent à renverser Bachar al-Assad, sans en mesurer les conséquences... parmi eux la France d'ailleurs... malheureusement, puisqu'il y a eu un changement de gouvernement en France. Le peuple français vient d'élire un gouvernement de gauche, non ? Le PS, c'est de gauche non ? Et pourtant ce gouvernement français, avec presque plus d'acharnement que le précédent semble-t-il, s'entête à vouloir renverser le gouvernement d'un pays souverain ! C'est une réflexion que les peuples d'Europe devraient se faire à eux-mêmes (...) Cette élite européenne, cette élite politique et économique qui semble ne pas parvenir, semble-t-il, à se défaire de cette obsession impériale ; ils se croient supérieurs à nous ! Ils croient avoir des droits, divins peut-être, sur nous ! pour imposer des gouvernements aux peuples arabes, aux peuples africains, aux peuples latino-américains, c'est quoi ça ? Combien de problèmes rencontre la France en ce moment ? Où en est le niveau de chômage en France ? Les entreprises en faillite ! Les banques qui pillent les peuples ! La situation est pire encore en Espagne, au Portugal ! J'ai toujours été réticent à copier des modèles, surtout le prétendu « modèle européen » (...) L'UE existe depuis combien de temps ? En un demi-siècle, l'UE n'est pas parvenue à mettre en place une stratégie qui aurait réduit les grandes asymétries entre Europe riche et Europe pauvre. (...) Le gouvernement français devrait plus se préoccuper des problèmes du peuple français et accompagner le monde dans la recherche de solutions aux graves problèmes climatiques, alimentaires... Renverser un gouvernement parce que le dirigeant ne leur plaît pas, c'est ce qui s'est passé en Libye ! Il est évident que nous reconnaissons le gouvernement syrien ; qui veulent-ils que nous reconnaissons ? Ces terroristes de l'ASL qui tuent des gens, qui prennent des villes, qui posent des bombes ? Il est triste de savoir qu'il y a des gouvernements européens qui reconnaissent ces terroristes ! Ils se réunissent avec eux, les financent, leur envoient de l'argent et des armes ! Il faut vraiment espérer que les peuples d'Europe continuent de se réveiller, et qu'ils exigent de leurs gouvernements le respect de la paix internationale et des droits de l'homme, de la souveraineté des nations ! Qu'ils se réveillent de cet opium médiatique qui les bombarde quotidiennement ! Quant à nous, nous partageons la position de la Russie, de la Chine – un autre de nos alliés, un pays ami- pour que la souveraineté de la Syrie soit respectée. S'il y a des problèmes en Syrie, ce sont les syriens qui doivent les résoudre ! de manière pacifique, sans terrorisme ! »

Face à cette guerre civile fomentée, grossièrement maquillée en « révolution de jasmin », comme celle de Libye, par les puissances impérialistes occidentales, leurs vassaux turcs et jordaniens et les monarchies intégristes de la péninsule arabe, par intrusion de matériel militaire lourd, de milliers de mercenaires intégristes issus notamment de Libye contre-révolutionnaire, sous une avalanche inouïe de médiamentonges (assassinat du journaliste Gilles Jacquier, massacre de Houla, faussement imputés, via une théorie du complot systématique, à l'armée régulière, montages photos réutilisant des charniers datant de la guerre en Irak dans la presse britannique, ...), un axe de la Paix se constitue et s'élargit : avec localement des communistes (le parti communiste syrien, le PKK kurde, le FPLP palestinien), des organisations et des pays antisionistes et anti-impérialistes comme le Hezbollah libanais, la république islamique d'Iran... avec internationalement, les pays de l'ALBA latino-américain, la Chine et la Russie, ...

Les guerres et les massacres orchestrés par les puissances impérialistes hégémoniques se multiplient et se chevauchent de plus en plus, depuis les premières guerres de repartage du monde qui ont immédiatement suivi la fin de l'URSS en 1990, sont le résultat naturel du développement du capitalisme en crise structurelle. Rien de nouveau : « Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage » disait le marxiste français Jean Jaurès dès 1895. Plus que jamais, progressistes, communistes, nous devons et devons éviter les pièges grossiers de la propagande médiatique qui gênent la formation de vrais fronts anti-guerre dans nos pays fauteurs de guerre et de massacres, comme nous y invite fraternellement le camarade Hugo Chavez !

1962 – 2012 : Le néocolonialisme et les 50 ans de l'indépendance algérienne

Hommage au peuple algérien du **Collectif Afrique**

Le 5 juillet 1830, date à laquelle le capitalisme français confronté à une crise alimentaire, et même à une disette dans la population, due à une pénurie de blé, lançait son armada militaire dans la conquête coloniale de l'Algérie. Après des massacres, le pays fut occupé et les populations furent soumises au régime de la colonisation de peuplement et de l'apartheid, plus connu sous le nom de code de l'indigénat.

Le 1^{er} novembre 1954, faisant écho à la victoire des peuples Indochinois et du Parti Communiste d'Indochine qui deviendra le Parti Communiste du Vietnam dirigé par Hô Chi Minh, le FLN lança la guerre nationale libératrice qui se conclut par l'Indépendance le 5 juillet 1962.

Nous rendons hommage au peuple algérien et aux combattants de la liberté qui sacrifièrent leur vie pour réaffirmer que TOUS LES PEUPLES SONT EGAUX ET SOUVERAINS, pour réaffirmer LE DROIT DES PEUPLES A L'INDEPENDANCE ! Hommage aux manifestants pacifiques du 8 mai 1945 qui fêtaient la victoire des peuples contre la bête immonde fasciste et devaient subir à Sétif et Guelma, les massacres à coups de revolver, de bombardements aériens de la bête immonde colonialiste.

Auparavant le 10 décembre 1944, le colonialisme assassin avait tué à Thiaroye au Sénégal les « tirailleurs » qui s'étaient révoltés pour avoir la paye promise. A partir de mars 1947, c'est à Madagascar que le colonialisme devait démontrer sa nature barbare en noyant la rébellion du peuple dans une mare de sang. Au Cameroun de janvier 1955 à 1971, le colonialisme Français puis la *Françafric* massacrèrent les populations et exécutèrent R. Um Nyobé (décapité), F. R. Moumié (empoisonné), Osendé Afana (décapité) et E. Ouandié (fusillé)...

Le déclenchement de la lutte armée indépendantiste en Algérie a été décisif dans la montée en puissance des mouvements de libération nationale en Afrique. Et pour éviter d'autres luttes armées en Afrique noire sous la férule sanguinaire du colonialisme français et la multiplication des luttes armées inspirées par la formidable victoire de Dien Bien Phû en Indochine, l'impérialisme français enclencha le processus de transformation de la colonisation en néo-colonisation. Le référendum de 1958 sur la « Communauté Française » a été le premier piège tendu pour faire de l'ancien avec du neuf. Ce stratagème fut déjoué par le NON de la Guinée contraignant le colonialisme à concéder l'indépendance formelle aux Etats de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et de l'Afrique Equatoriale Française (AEF), tout en les emprisonnant dans les griffes de la servilité monétaire du franc colonial CFA et des accords de défense.

La mise en place de la *Françafric*, bientôt suivie de l'*Eurafric* et de l'*Usafric* a été obtenue par des assassinats comme ceux de P. E. Lumumba, T. Sankara, par des coups d'états qui ont imposé des régimes militaires et civils totalitaires. Après la chute du mur de Berlin et les révoltes populaires des années 90 en Afrique, le néocolonialisme a favorisé les démocraties multipartistes sous le joug des diktats des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale pour faire payer aux peuples africains les dettes et les intérêts usuriers de celles-ci par les gouvernants africains soumis à la dictature de la mondialisation libérale.

Aujourd'hui on assiste au retour de la politique de la canonniers comme en Côte d'Ivoire, en Libye. On assiste aussi à l'alliance objective entre la *Françafric*, l'*Eurafric* et l'*Usafric* et les pétrodollars du fondamentalisme religieux d'Arabie Saoudite, du Qatar, de Bahreïn, du Koweït, des Emirats, pour déstabiliser et balkaniser les Etats nés des indépendances comme on le voit au Mali, au Soudan. Les fondamentalistes religieux fascistes que sont *Aqmi*, *Ansar Dine*, *Boko Haram*, *Mujao* après leur défaite militaire en Algérie, ont trouvé un terrain de prédilection au Sahel et au Nigeria pour leurs projets intégristes et sécessionnistes.

A l'Est de la République Démocratique du Congo, le pays de Lumumba, Mulélé, Kabila est en proie à une agression armée et au pillage du Rwanda et de l'Ouganda, bras armés des firmes monopolistes de l'UE et des USA, par l'intermédiaire de milices armées. Pendant ce temps la soi-disant opposition sous l'égide de Tshisékédi, plusieurs fois ministre du plus

grand assassin de Congolais après les colons belges qu'est le fasciste apatride et agent de l'Occident impérialiste Mobutu, s'évertue à déstabiliser et fragiliser l'Etat sur des bases racistes, exactement comme ce que font leurs maîtres impérialistes de la *Françafric*, de l'*Eurafric* et de l'*Usafric* pour empêcher les investissements et la coopération avec les pays 'émergents' comme la Chine, l'Inde, le Brésil, les pays de l'Alba.

En Somalie, l'Etat a été sabordé par l'intervention des impérialistes occidentaux et les pêcheurs pour survivre ont été transformés en « pirates preneurs d'otages » financés par des mafias, tout comme la délinquance, la toxicomanie ont été introduites dans les quartiers populaires, les ghettos pour les pauvres et les immigrés des grands centres urbains de la France, de l'Europe et des USA.

L'immigration est confrontée aux affres du racisme et de l'islamophobie d'Etat et du fascisme montant dans les pays de l'UE et aux USA qui les désignent comme les bouc-émissaires des désastres sociaux, de la dette et des déficits dans cette période de crise.

Si l'Asie et l'Amérique du sud, hier colonisées, ont retrouvé le chemin de la résistance, du développement économique et du progrès social, l'Afrique tarde à se joindre au concert des peuples et nations EGAUX, soumise qu'elle est encore à la domination et à l'oppression néocoloniale.

A l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance Algérienne et au moment où les peuples d'Afrique reprennent peu à peu le chemin de la lutte pour une seconde décolonisation, à l'instar des soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte, qui ont dégagé les dictatures pro-occidentales, et de la mobilisation populaire au Sénégal qui a dégagé l'autocratie libérale sénile, le Collectif Afrique rend un vibrant hommage au grand peuple algérien qui a su donner à l'Afrique combattante sa première victoire armée décisive contre l'abject système colonial. La Guinée et le Cap Vert avec le PAIGC d'Amilcar Cabral, puis l'Angola de A. Neto, le Mozambique de Mondlane et S. Machel, le Zimbabwe de R. Mugabe, la Namibie de la Swapo et l'Afrique du Sud de Mandela, Steve Biko, Chris Hani, Dulcie September ont été les exemples suivants de la lutte indépendantiste sur le principe : TOUS LES HUMAINS ET TOUS LES PEUPLES SONT EGAUX EN DROIT ET EN DIGNITE.

La lutte pour la libération nationale est toujours d'actualité et les exemples d'hier servent les combats d'aujourd'hui. Les martyrs d'hier, à l'exemple de F. Fanon, F. Yveton, A. Ramdane, Krim Belkacem, Ben M'hidi, les porteurs de valises, etc., morts pour l'indépendance de l'Algérie, de sa nation et de sa culture arabo-berbère et donc africaine ne sont pas morts. Ces héros vivent dans les cœurs et les esprits des générations combattantes de nos jours et vivront éternellement !

CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE



Sécession, Intégrisme, Ethnisme au Mali, dans le Sahara et le Sahel

NON AU BLOCUS ET AUX COMLOTS DE LA FRANCAFRIC CONTRE LE PEUPLE DU MALI !

L'opinion malienne, africaine et internationale est sous le choc devant les crimes, les profanations de lieux saints et les destructions de monuments historiques, culturels et cultuels des villes historiques de Gao et Tombouctou. La barbarie est de retour sous couvert de la sécession de l'Azawad par le MNLA et les mercenaires racistes d'Aqmi, d'Ansar Dine et du Mujao pour lesquels la « sainteté islamique est étrangère à l'Afrique » tout comme pour le colonialisme européen « l'Afrique était à civiliser parce que hors de l'histoire ».

Le retour de la barbarie

Conséquence d'un marché entre l'OTAN et les terroristes islamistes d'Aqmi, d'Ansar Dine et du MNLA pour tuer Kadhafi, le Mali, bientôt suivi de tous les pays Saharo-Sahéliens, subit un dépeçage ethno-fondamentaliste et impérialiste. Il apparaît de plus en plus clairement que l'OTAN a acheté les traîtres qui ont sacrifié Kadhafi contre le repli armé dans le nord du Mali.

C'est une nouvelle balkanisation de l'Afrique sous l'égide de la stratégie du chaos, organisée par la Francafric, l'Eurafric et l'Usafric dont les manifestations marquantes sont l'effondrement de l'Etat en Somalie, l'occupation armée rwandaise dans l'Est de la RDC par le biais des milices, la sécession du sud Soudan et celle de l'Azawad au Mali, etc.

Le séparatisme des fanatiques religieux alliés de l'Occident impérialiste, a révélé l'ampleur de la corruption, de la vénalité et de la déliquescence de la classe politique embourgeoisée et de l'Etat semi-colonial malien. A la base de la dégénérescence de la démocratie multipartiste malienne en naufrage étatique, il y a les diktats des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale et la servilité à l'Occident impérialiste.

Les acquis des luttes pour l'indépendance et les progrès sous direction de l'USRDA et du patriote Modibo Keita ont été stoppés par le coup d'état fasciste de Moussa Traoré. Puis la récupération par l'impérialisme de la révolution antifasciste inachevée de mars 1991 a asservi le multipartisme dans l'économie mondiale libérale dominée par l'impérialisme. Une fois ramené dans la zone coloniale CFA Francafricaine, le Mali a subi les affres de la dévaluation, du désengagement de l'Etat, des privatisations et du pillage éhonté d'une bourgeoisie inféodée à l'étranger.

La décentralisation au service des intérêts impérialistes

Dans les années 80, le FMI et la Banque Mondiale enclenchent les plans d'ajustement structurel pour faire payer la dette et ses intérêts aux peuples du Sud et notamment d'Afrique. Les socialistes arrivant au pouvoir en France, Edgar Pisani débarque à Bamako pour préconiser une décentralisation qui va déboucher sur la création de trois régions au nord du Mali. Les ONG se répandent dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou, créant du même coup un engouement touristique pour « les hommes bleus » et le désert du Sahara, dont la consécration a été le funeste et tristement célèbre rallye « Paris-Dakar ». Ces régions recèlent des richesses comme le pétrole, le gaz, l'or, etc.

La décentralisation commanditée par les impérialistes a ainsi créé au nord du Mali, parallèlement à la gabegie, au népotisme et à la corruption des gouvernants de l'Etat central malien à Bamako, une « élite » embourgeoisée, notamment Touareg, dont la vénalité se nourrit des subsides de la « coopération décentralisée » alimentée par les safaris touristiques exotiques des ONG.

La légitime question des minorités nationales Touareg jamais correctement traitée sur la base de l'égalité des droits de toutes les nationalités composant l'Etat multinational malien et donc décisive pour l'unité et la souverai-

neté nationale, n'aura cessé de surgir sous la forme d'une revendication du droit à l'autonomie de l'Azawad. La réponse des gouvernements successifs du Mali a été la répression, souvent sanglante. Répression qui dans la dernière période a été troquée contre la généralisation de la corruption au point que l'actuel chef séparatiste du MNLA a été nommé par ATT (Amadou Toumani Touré), le président renversé par les putschistes, comme représentant consulaire du Mali en Arabie Saoudite. La suite est connue. Une fois Kadhafi assassiné, suite au pacte conclu par l'OTAN avec une partie de l'armée libyenne alliée aux mercenaires financés par les théocraties saoudienne, Qatari et Koweïtienne, d'Aqmi, d'Ansar Dine et du Mujao, l'occupation sécessionniste du septentrion malien pouvait commencer. Telle est la situation qui a conduit à la révolte populaire culminant lors du coup d'état qui a chassé ATT du pouvoir.

Bien avant la guerre coloniale de l'OTAN contre la Libye, dans un texte de septembre 2010 intitulé « Les enjeux cachés d'une occupation militaire du Sahel » (Chantiers n°26, novembre 2010), nous démontrions que la multiplication des prises d'otages dans les pays du Sahel occasionnait l'accroissement menaçant de la présence militaire Française et US sous le faux prétexte d'une lutte contre le « terrorisme ». Il s'agit donc d'une stratégie de contrôle militaire de l'Afrique dénommée Africom qui a mis en place « en

2003 un programme de contre-terrorisme en Afrique de l'Ouest; en mars 2004, des forces spéciales US ont été directement engagées dans une opération militaire avec des pays du Sahel contre le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), qui figure sur la liste des organisations terroristes dressée par Washington. Le Commandement US pour l'Europe est en train de développer un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée appelé la Garde du Golfe de Guinée. Il prévoit aussi la construction d'une base militaire navale US à São Tomé et Príncipe qui, selon le Commandement US, pourrait rivaliser avec la base navale de Diego Garcia dans l'Océan indien. Le Pentagone est donc en train de se mouvoir agressivement pour établir une présence militaire dans le Golfe de Guinée qui permettra le contrôle de la partie occidentale de la route transafricaine du pétrole et des réserves

vitales de pétrole qui y ont été découvertes. L'Opération Flintlock ("Pistolet à pierre"), une manœuvre militaire de mise en route, a impliqué en 2005 mille membres des Forces spéciales US. L'été prochain (2006), le Commandement pour l'Europe va conduire des manœuvres de sa nouvelle force de réaction rapide pour le Golfe de Guinée. En Afrique de l'Ouest, le Commandement militaire US pour l'Europe a désormais établi des postes d'opérations avancées au Sénégal, au Mali, au Ghana et au Gabon, en Namibie, à la frontière avec l'Angola, au Sud, qui impliquent l'amélioration de pistes aériennes, le stockage de réserves essentielles et de carburant ainsi que des accords (avec les gouvernements locaux) permettant le déploiement rapide de troupes US» (source : mondialisation.ca).

Le séparatisme qui sévit actuellement au Mali n'est pas sans rappeler le projet colonial français de « mer intérieure » qui avait été mis en échec par la lutte armée de libération nationale du peuple algérien dans les années 58, 60, 62, lequel est donc réactualisé. Il s'agissait à l'époque d'instrumentaliser la question touareg pour couper l'Algérie de son Sahara, donc d'une partie de son territoire riche en pétrole et en gaz où l'impérialisme Français procédait à ses essais nucléaires. La solidarité des patriotes panafricains maliens qui exigeaient tout comme le FLN algérien le respect de l'intégrité territoriale du Mali et de l'Algérie a été un facteur important pour empêcher la réalisation de ce plan colonial machiavélique de balkanisation. C'est ce que rappelait Modibo Keita dans sa déclaration relative à la cessation des hostilités en Algérie le 19 mars 1962 : « Aussi, notre reconnaissance est grande, qui s'est exprimée par la solidarité inconditionnelle de la République du Mali avec les frères de l'Algérie Combattante. C'est dire combien notre



joie est immense, devant la victoire de ceux auprès desquels dès 1960, le peuple du Mali s'est considéré mobilisé. La victoire du Front de Libération qui a su imposer le respect de la souveraineté et de l'intégrité de l'Algérie Africaine est aussi celle de tous ceux qui, comme les maliens, n'ont rien ménagé pour en assurer le succès. Victoire du Front de Libération Algérienne, victoire de l'Afrique Combattante, mais aussi victoire des peuples épris de paix au premier rang desquels le peuple de France qui voit mettre un terme aux sacrifices inutiles de ses cadres et de sa jeunesse et à l'hémorragie financière ».

La CEDEAO au service des impérialistes contre le peuple malien et l'Afrique

Les protestations des épouses, des familles et des populations devant les tueries de soldats sans armes dans le nord par les séparatistes salafistes ont culminé pendant le coup d'Etat de la junte du CNRDRE qui a chassé ATT du pouvoir. Aussitôt ses pairs de la CEDEAO, notamment Compaoré et Ouattara, ces agents de la Françafric, se sont ingérés non pour aider le Mali à faire face à l'agression armée séparatiste, mais pour exiger « le rétablissement de la légalité constitutionnelle » et pour établir un embargo et un boycott du Mali. Un accord est finalement ficelé par la nomination de Dioncounda, président et M. Diarra, premier ministre. Mais la CEDEAO elle-même va bafouer la constitution malienne qui fixe la durée de l'intérim de 21 à 40 jours, en portant celui-ci à une année, alors que pendant ce temps le nord reste sous coupe réglée par l'occupation criminelle des fanatiques salafistes et du MNLA, lesquels ne vont pas tarder à se diviser et s'entretuer.

Comble du scandale, non seulement les achats de matériels militaires et l'approvisionnement du Mali sont empêchés, mais comme le déclarent nos camarades de Sanfin (organisation communiste malienne): « C'est à cette œuvre de revanche que s'emploient d'abord les sommets UEMOA et du-dit "Groupe de contact et de suivi sur le Mali" de Lomé et Abidjan du 6 et 7 juin. A leur suite, L'Union Européenne et les USA montent particulièrement au créneau pour vociférer "la dissolution du CNRDRE" et prendre la tête du boycottage du gouvernement Cheick Modibo Diarra, vilipendé et proclamé "illégitime et non représentatif". Dans cette foulée, le prochain sommet de Ouagadougou des 7 et 8 juillet 2012 tente, sous couvert de "gouvernement inclusif et plus représentatif" de renverser le gouvernement malien et imposer la partition du Nord-Mali par un simulacre de "dialogue" qui voit le Burkina s'ingérer dans la guerre, en sauvant les leaders des bandits séparatistes du MNLA assiégés par les islamo-terroristes d'Ansardine et du MUJOA. Le but est de consacrer au nom de « l'autonomie » et du « fédéralisme » la partition inacceptable du pays et la contre-révolution des monarchies fondamentalistes du Golfe arabe. Preuve est faite qu'au nord, ce sont les USA et la France qui en échange du passage des milices touareg du côté du CNT Libyen (en trahison ouverte de Kadhafi) ont créé toutes les conditions politiques et militaires nécessaires et suffisantes pour fomentier la partition du Mali et le triomphe des intégristes islamistes, sachant parfaitement par ailleurs toute la couardise et la capitulation d'ATT. Comment s'étonner que les USA affirment à présent au monde entier : "oubliez le nord du Mali, c'est trop cher et trop lourd, foncez sur le sud " ? La preuve est également faite que la crise institutionnelle au sud a pour source profonde l'agression multiforme et caractérisée de la CEDEAO, du FDR, de Dioncounda Traoré et leurs maîtres impérialistes contre le droit à l'autodétermination du peuple malien. Il s'ensuit inévitablement que la crise malienne au nord comme au sud perdurera tant que la CEDEAO et la prétendue "communauté internationale" se refuseront à reconnaître les droits absolus du peuple malien ».

Non au blocus Françafricain par le biais de la CEDEAO contre le Mali ! Respect de la souveraineté nationale du Mali ! La Françafric doit cesser ses ingérences à travers la CEDEAO et son soutien caché aux séparatistes islamistes ! Aqmi, Ansar Dine, Mujoa, Boko Haram, hors du Mali ! Pour une conférence nationale souveraine du peuple malien ! Pour l'égalité de toutes les nationalités et l'unité nationale et territoriale du Mali ! Seul le peuple malien peut décider la forme de l'aide panafricaine pour libérer le nord !

Retour sur le « printemps Erable » au Québec :

QUAND TOMBENT LES MASQUES !

En début d'année, des centaines de milliers d'étudiants ont manifesté 15 semaines durant, au Québec, pour protester contre la hausse de 75% sur cinq ans des frais universitaires.

Les semaines passant, l'insupportable mutisme du gouvernement a fini par radicaliser le mouvement et par gagner l'indignation et la solidarité du reste de la population.

Attaché à la destruction des droits fondamentaux de liberté et d'égalité d'accès aux études supérieures, le gouvernement est resté ferme et a répondu par une répression policière dure, des arrestations massives et des poursuites judiciaires sur la base des dispositions antiterroriste du Code criminel : « incitation à craindre des activités terroristes » !

Face à la résistance et à la détermination de la jeunesse étudiante de son pays, le président Charest a décidé de briser ce mouvement en faisant voter une loi, le 18 Mai 2012, pour limiter la contestation, la liberté de parole et le droit de se



rassembler. En somme cette loi abolit ni plus ni moins le droit de grève. Mais elle oblige aussi les associations étudiantes et les syndicats d'enseignants à jouer un rôle policier en les rendant responsables des actions de leurs membres, sous peine de condamnations à des pénalités exorbitantes. C'est une

véritable guerre anti syndicale que mène aujourd'hui le Québec, à l'instar du Canada anglais et des USA.

Pendant que chaque jour, les états à la botte des impérialismes américains et européens nous gavent par leurs presses, des promesses de liberté et de démocratie qu'amènent avec eux, les « printemps arabes », ils brisent dans le même temps toute forme de mouvement dans nos pays !

Quand la force des mots puis des coups ne suffit plus, la démocratie de façade tombe et montre le vrai visage des Etats bourgeois : pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, il est prêt à enterrer illico presto les principes les plus élémentaires de la démocratie.

Loin d'être isolé, ce mouvement des étudiants au Québec, s'inscrit à présent sur une liste à rallonge. Partout les politiques capitalistes de destructions des droits sociaux engagent les mêmes réformes : privatisation des universités, augmentation des frais universitaires (Chili, Corée du Sud, Ukraine, Irlande, USA, République Tchèque, Taiwan, Philippines).

Le capitalisme est entré dans une crise dans laquelle il se débat en vain : pour survivre il lui faut broyer toujours plus les droits des travailleurs, les services publics, augmenter les prix, détruire les emplois... et donc nourrir les mouvements qui inévitablement se multiplient, se succèdent en renforçant toujours plus la conscience des masses jusqu'à leur aboutissement, la révolution.

La jeunesse en France en lutte dans les quartiers en 2005, dans la rue contre le CNE, dans les universités contre la Loi LRU, dans les lycées et les collèges et jusque dans les cortèges contre la réforme des retraites, avance elle aussi au fil de ces luttes, grossissant à l'issue de chacune les rangs des militants dans les syndicats étudiants et les organisations politiques (Jeunesse Communiste notamment), renforçant aussi toujours plus les consciences.

Partie d'une lutte catégorielle contre la hausse des droits universitaires, la jeunesse étudiante du Québec a fini par lutter contre les Lois anti sociales et anti démocratiques d'un gouvernement capitaliste. Au Chili, le mouvement des étudiants, dirigé par des jeunes communistes, l'an passé, a entraîné dans son élan toutes les factions de la société dans une grève générale de deux jours. Il reprend d'ailleurs de plus belle cet été...

Les différents mouvements qui secouent notre propre pays, des professeurs, des ouvriers de Fralib, de Peugeot ou demain d'Air France, aux étudiants, aux policiers, aux gardiens de prison... constituent l'expression d'une résistance face au système capitaliste.

Il appartient aux communistes de faire converger ces luttes dans l'unité pour mettre à terre ce système inhumain. Il appartient aussi à chacun et à chacune de comprendre et de faire comprendre le plus largement, que loin d'être une succession de défaites, ces luttes constituent des étapes inévitables. Notre sort et notre avenir nous appartiennent !

CONTINUONS nos luttes, AYONS CONSCIENCE DE L'AFFAIBLISSEMENT CROISSANT DE NOTRE ENNEMI ET SOYONS CONFIANTS! TOUS UNIS DANS LA LUTTE CONTRE NOTRE ENNEMI COMMUN : LE CAPITALISME !

Avec le KKE, pour sortir de l'euro...

La Grèce, maillon faible de la chaîne impérialiste européenne ?

Comparant les tactiques bolcheviks apparemment opposées de boycottage du premier Parlement russe concédé par le Tsar lors de la poussée révolutionnaire de 1905, et de participation au troisième Parlement l'année suivante en période de reflux révolutionnaire, Lénine écrivait en 1907 : « *Nous devons étudier les conditions de l'application du boycottage, enraciner dans les masses cette idée que le boycottage est une tactique tout à fait légitime, quelquefois même indispensable, aux moments d'essor révolutionnaire (...). Mais sommes-nous en présence de cet essor, condition essentielle de la proclamation du boycottage, voilà une question qu'il faut savoir poser indépendamment et résoudre par une sérieuse analyse des faits. Notre devoir est de préparer autant que nous le pouvons l'avènement à cet essor, de ne pas nous interdire d'avance un boycottage à un moment opportun; mais, considérer le mot d'ordre du boycottage comme applicable en général à toute assemblée représentative mauvaise ou très mauvaise serait, sans contestation possible, une erreur* » (Contre le boycottage – 1907).

Lénine nous rappelle ici les bases tactiques des communistes, s'appuyant sur l'analyse concrète d'une situation concrète. C'est donc également ainsi que se pose la question des fronts unis, y compris sur le front électoral : « *C'est justement par souci des traditions révolutionnaires qui nous sont chères, que nous devons protester énergiquement contre l'idée que l'application d'un mot d'ordre d'une certaine époque historique puisse bel et bien susciter les conditions majeures de cette époque. Une chose est de conserver les traditions de la révolution, de savoir les mettre à profit pour une propagande et une agitation continues, pour faire connaître à la masse les conditions de la lutte directe et offensive contre la vieille société ; mais répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes, en est une autre* » (id.).

Du fait de l'irrégularité de développement des consciences et des forces révolutionnaires au sein du bloc impérialiste européen en construction, tenir compte de la situation concrète aujourd'hui, c'est en effet différencier la tactique électorale selon que l'on se trouve en France ou en Grèce. La lutte de classe grecque a quelques longueurs d'avance sur la lutte en France. Si chez nous la question à l'ordre du jour, issue de la victoire du NON au TCE en 2005, est encore celle de l'opposition entre libéralisme-social-libéralisme et anti-libéralisme (camp rassemblé autour du Front de Gauche en essor notamment contre le pseudo-bipartisme UMPs et le fascisme FN), ce même bipartisme s'est littéralement écroulé en Grèce au cours des dernières élections législatives au mois de mai, tandis que les plans FMI-UE d'asser-

visement total du peuple au nom de la « dette à payer » ont mobilisé durablement des masses considérables dans la rue et à l'entreprise.

Les questions qui deviennent principales dans ce contexte de développement accéléré de la conscience populaire et d'accentuation des luttes de classe contre « l'austérité » imposée aux travailleurs par l'UE, c'est d'abord l'opposition entre social-démocratie pro-UE et communisme anti-UE. C'est ensuite la question des luttes insurrectionnelles directes de la classe ouvrière et du peuple grec, remisant au second plan l'électorisme et les illusions qui s'y attachent. La question de la sortie de l'UE, fondamentale dans tous les pays qui la composent y compris la France, mise à l'ordre du jour par le peuple lui-même, a guidé la tactique des communistes grecs, qui identifient par conséquent le mouvement Syriza non pas comme une scission de la social-démocratie fragilisant momentanément le parti socialiste, mais plutôt comme une transformation-adaptation de cette social-démocratie électoralement ruinée en un substitut anticommuniste visant à freiner la prise de conscience de la nécessité de sortir de l'UE et d'imposer le socialisme (programme du KKE – Parti Communiste Grec).



S'il est juste aujourd'hui de travailler à renforcer le Front de Gauche en France (tout en luttant, comme dans tout front, contre l'anticommunisme et le liquidationnisme en son sein), l'alliance électorale du KKE avec Syriza en Grèce aurait été contraire aux intérêts réels du peuple dans la période d'essor révolutionnaire actuel (quelque soit d'ailleurs l'issue victorieuse ou non de cet essor à court terme) : D'une part le KKE est, à la différence du PCF, un parti authentiquement communiste, qui a su préserver son influence, sa liaison avec la classe ouvrière (notamment avec le front syndical PAME qui a comme lui gagné un très grand nombre d'ouvriers révolutionnaires dans la dernière période) et son idéologie marxiste-léniniste malgré la période de reflux contre-révolutionnaire mondial des années 90. Ses résultats électoraux depuis cette période ont démontré que la lutte pour la préservation de l'héritage communiste permet d'éviter le déclin, qui a au contraire marqué le PCF.

D'autre part Syriza, contrairement au Front de Gauche, est une alliance de divers groupuscules gauchistes, trotskistes et sociaux démocrates, groupés autour d'une vieille scission pro-européenne du KKE et ne contenant aucun com-

L'UMPS grec s'est effondré en mai, depuis les dernières législatives de 2009 en passant de 43,9% à 13,2% pour le PASOK (équivalent du PS) et de 33,5% à 18,9% pour ND (équivalent de l'UMP). A gauche du PASOK, le KKE est en hausse d'un point en passant de 7,5 à 8,5%, et Syriza enregistre une percée importante en passant de 4,6 à 16,8%. L'impossibilité pour les partis en tête de former un gouvernement induit un nouveau scrutin le mois suivant. Lors de ce nouveau mois de campagne, le terrorisme médiatique pro-UE, grâce à un chantage sur la question de la sortie de l'euro, montre que l'essor des consciences vis-à-vis de l'UE atteint une limite temporaire, dont les partis électoralistes profiteront : Syriza, qui a fait campagne sur un programme anti-austérité mais encore dans le cadre de l'euro, enregistre un score encore plus important, en passant de 16,8 à 26,9% tandis que le KKE perd la moitié de ses suffrages (4,5%). Le parti de droite ND remonte à 29,7% et forme un gouvernement de coalition droite-sociaux-libéraux ND-PASOK. Ce gouvernement est chargé à présent de mettre en œuvre la politique de casse sociale généralisée contre le peuple et de réprimer tout mouvement ouvrier contestataire (il a par exemple utilisé tous les moyens, juridiques mais aussi policiers, pour stopper cet été la grève dure des métallos d'Hellenic Halyvourgia, soutenue par le PAME et le KKE qui organisaient des repas collectifs et des manifestations de soutien depuis novembre, pour les forcer à reprendre le travail). Comment ne pas faire le lien avec la justice de classe qui applique des lois de plus en plus liberticides à l'égard du mouvement syndical au sens large du Canada aux USA en passant par la Grèce et tant pays d'autres pays de l'UE. (voir sur notre site une conférence récente d'Elie Domota sur la répression anti-LKP actuelle en Guadeloupe...).

muniste. Ce front ressemble beaucoup moins au « front populaire » de 1936 qu'au PSU français de 1968, section de la social-démocratie « gauchisée » lors de la grande grève générale de mai-juin pour tenter de contrer l'influence grandissante du PCF d'alors, et qui contenait à la fois des groupes trotskistes et maoïstes et des personnalités socialistes comme Rocard ou Mendès France.

Les dernières élections législatives, suivant des mois de luttes sociales intenses et quasi-insurrectionnelles, ont montré que le peuple grec est encore bloqué par une contradiction qu'il faudra dépasser : d'une part un refus de l'austérité imposée par les instances européennes (montée électorale de Syriza et du KKE lors de la première élection), d'autre part une peur provoquée et entretenue par un harcèlement quotidien des médias et des politiques face à la nécessité grandissante de sortir de l'euro, de l'UE et du piège de la « dette » par son annulation (baisse électorale du KKE face à Syriza lors de la deuxième élection).

Les peuples européens ; le peuple grec et de plus en plus les peuples espagnol, portugais, italien, mais aussi français, anglais, allemand, etc. auront dans la prochaine période, avec l'intensification de la crise du capitalisme et donc de la répression sociale, à résoudre cette contradiction en posant la question de la sortie de l'euro, de l'UE et de l'instauration du socialisme.

Les communistes français doivent comprendre en quoi l'expérience grecque peut profiter à leur travail de conscientisation du peuple et de construction du Front de Gauche par clarification de sa position vis-à-vis de la construction du rouleau compresseur européen notamment.

Aujourd'hui comme hier, le fascisme est avant tout une arme du capital

L'histoire du fascisme est intimement liée à l'histoire du capital. Entré dans sa phase impérialiste (vers 1898-1900), il commençait à être gêné par son masque de « démocratie parlementaire » qui donnait au peuple encore « trop de pouvoir ». C'est le temps où les sociétés secrètes, comme le « Mouvement synarchique d'empire » (ou « Synarchie »), font leur entrée plus au moins invisible dans la haute société française, pendant qu'un peu plus tard des mouvements fascistes en Italie et en Allemagne, infiltrant les gouvernements bourgeois mais aussi les syndicats ouvriers, les associations civiles et militaires et les médias. « *Le capital financier vise à l'hégémonie, et non à la liberté* » indiquait Lénine à propos de l'impérialisme.

Avec la révolution d'octobre en 1917, l'Union Soviétique devint le plus grand obstacle dans la lutte de classe à l'échelle mondiale contre le capitalisme et l'impérialisme, effrayant les marchés bancaires et industriels, autrement dit l'oligarchie financière. Les grandes luttes de classe pendant la République de Weimar en Allemagne et avant le Front Populaire en France ont été écrasées avec l'aide des patrons sociaux-démocrates, par les infiltrations de la droite et de l'extrême droite dans les syndicats ouvriers, mais surtout par la division entre travailleurs, par la division au sein du peuple progressiste. Les partis et groupes fascistes comme l'Action Nationale, les Croix de feu, ont en commun l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, l'anticommunisme et un nationalisme exacerbé ; le chauvinisme et le social-chauvinisme. Seules les époques révolutionnaires, comme lors de la victoire du Conseil National de la Résistance contre les nazis en France, autour d'un Parti Communiste Français fort parce que marxiste-léniniste, ont anéanti les groupes fascistes et ses idées.

Rappelons-nous les mots cyniques d'un Denis Kessler*, ancien vice-président du MEDEF, qui ne parle pas que pour la droite française mais aussi pour l'extrême-droite, un couple inséparable quand il s'agit de renforcer les profits du capital financier. Les mots d'ordre du Front National fasciste, pour l'instant, sont : faire peur à la masse

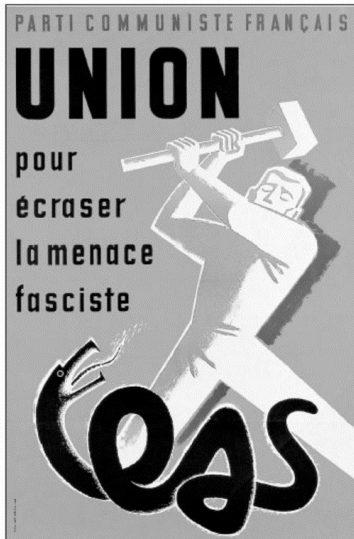
des petit-bourgeois et aux ouvriers déconcertés et sans espoir, tombés dans le chômage par les crises systémiques du capital, en soutenant ainsi le pouvoir de l'oligarchie financière et des syndicaux patronaux contre les syndicaux ouvriers. Les fascistes préparent aussi la terreur, comme en Allemagne où un groupe meurtrier nommé « NSU », soutenu ou toléré par des membres des services secrets de l'Etat, s'en prend aux travailleurs immigrés. De tels groupes existent aussi dans les autres pays de l'UE, où en outre les lois soutiennent les fascistes, en Lituanie, en Hongrie, en Grèce où les « néonazis » d'Aube Dorée ont obtenu un score impressionnant (7%) en partant de rien il y a trois ans (ils forment des brigades du type S.A. de l'Allemagne prénazie contre les immigrés)!

En 1956, Le Pen

n'était qu'un petit soldat dans l'UDCA (Union de Défense des Commerçants et des Artisans, organisation d'extrême droite de Pierre Poujade). Mais pendant la guerre d'Algérie qui a fait apparaître l'Organisation Armée Secrète (OAS), il fut démasqué au monde entier comme un tortureur fasciste et un meurtrier. Personne, ni sous la droite ni sous la « gauche », n'a condamné les crimes de cette organisation. Elle était utile pour former les leaders des groupes extrêmes et pour soutenir l'impérialisme (« néo ») colonial français. Dans les années 60, on construisait avec les forces des groupes fascistes différents le fondement du futur parti nommé Front National, devenu un « parti révolutionnaire » sous Sarkozy, vieux moyen du fascisme pour se dissimuler et attirer les gens mécontents de leur situation sociale. Les groupes fascistes obtenaient leur sanglants « mérites » dans les luttes syndicales des années 60 et 70 contre les grévistes (soutenus par les patrons de Citroën et Renault)...

A cette époque de « réorganisation de l'Europe » - cette fois-ci, pas sous le signe de la guerre fasciste allemande, vue l'horreur profonde que cette période inspire encore, mais sous le signe hypocrite d'une « Europe sociale » - le capital financier de l'Europe, lié au capital international, a su rattacher les guides les plus

intelligents des groupuscules fascistes au sein de la droite (un Gérard Longuet par exemple), tout cela encadré et inspiré à l'origine par George Albertini, vieux pétainiste conseiller de la banque Worms (celle de Hitler), pendant la « guerre froide ». Les mouvements « ultra-libéraux » sont en vérité des mouvements fascistes cachés derrière une façade « bourgeoise ». La vaste machinerie économique et politique qui s'appelle l'Union Européenne mène une guerre sans relâche contre les peuples des pays membres. Les institutions européennes dissimulent les objectifs du conglomérat impérialiste avec des soi-disant « démocraties pour tous », « droits de l'homme », etc.



Affiche du PCF contre les fascistes de l'OAS (1962)



Georges Albertini, fasciste collaborationniste sous l'occupation, il devient l'émence grise de Guy Mollet (socialiste), du président Pompidou, participe à la division syndicale de la CGT (création de FO) sous l'égide de la CIA...

Les mots du *Rapport au VIIe congrès mondial de l'Internationale Communiste*, restent d'une vérité criante aujourd'hui : « *Les milieux impérialistes tentent de faire retomber tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme. Ils s'efforcent de résoudre le problème des marchés par l'asservissement des peuples faibles, par l'aggravation du joug colonial et par un nouveau partage du monde au moyen de la guerre. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme. Ils s'efforcent de devancer la montée des forces de la révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans... C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.* »

Mais ce qui est caractéristique pour la victoire du fascisme, c'est précisément la circonstance que cette victoire, d'une part, atteste la faiblesse du prolétariat, désorganisé et paralysé par la politique social-démocrate scissionniste de collaboration avec la bourgeoisie, et, d'autre part, exprime la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui est prise de peur devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, prise de peur devant la révolution et n'est plus en état de maintenir sa dictature sur les masses par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise et de parlementarisme. »

Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule réponse à l'impérialisme (appelé aussi capitalisme financier, ou capitalisme monopoliste) sous sa forme d'Union Européenne ET sous sa forme spécifiquement française : Se rassembler, s'unifier, résister ensemble sous le toit du Front de Gauche. « *Nous ne pouvons (et personne ne peut) prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste, en décidera finalement.* » (Lénine)

* « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance » (Denis Kessler, *Challenges*, octobre 2007)



Campagnes du Front de Gauche 2012 : De grands souvenirs et un avenir prometteur !

Les impressions de campagne de notre camarade, Béatrice Thellier, de la Coordination Communiste, candidate suppléante pour les législatives dans la première circonscription de Lille

Lors des élections législatives de 2012, la Coordination Communiste m'a proposé de participer aux élections législatives en tant que candidate suppléante. Je me suis donc présentée pour le Front de Gauche dans la 1^{ère} circonscription de Lille. Cette candidature avait été soumise au comité d'organisation du Front de Gauche, qui lors d'une réunion en présence de tous les membres a validé la candidature. Celle-ci est donc le résultat d'une décision commune. Le candidat titulaire était proposé par le PCF.

Je n'avais pas véritablement conscience de ce que pouvait représenter l'engagement dans une élection si ce n'est ce qu'on m'en avait dit lors d'une réunion du comité d'organisation du Front de Gauche : distribution de tracts, porte à porte, animation d'assemblées citoyennes, réunions de préparation. Du travail de militant donc que je croyais bien connaître et qui ne semblait pas devoir me demander beaucoup plus d'investissement que d'habitude. Un peu plus peut-être mais rien de bien insurmontable. Ce qui n'a pas été tout à fait exact car le travail militant dans cette campagne a demandé un investissement en temps assez considérable non seulement pour moi mais également pour l'ensemble des militants impliqués dans la campagne. Ce que je n'avais pas imaginé non plus c'est à quel point ce travail de militant serait enrichissant.

J'ai eu la chance en effet de militer au sein d'un comité très volontaire avec des camarades souvent très jeunes – issus du PC, du PG, de la CC59 ou n'appartenant à aucune organisation – très ouverts et dynamiques, qui pendant toute la durée de la campagne même après le 1^{er} tour des présidentielles pourtant relativement « démobilisateur » (surtout pour les nouvelles générations de militants, dont l'enthousiasme dépassait souvent la juste mesure du degré de conscience des masses) ont gardé le désir sincère d'aller à la rencontre des gens, de leur parler, de les écouter et d'expliquer ce que pouvait représenter comme espoir le programme partagé antilibéral du Front de Gauche.

Aussi avons-nous très régulièrement fait des porte-à-porte dans les quartiers populaires de Lille Sud, de Moulins et de Wazemmes. C'est évidemment là que le travail de militant prend tout son sens.

Les discussions – quand elles avaient lieu – pou-

vaient durer assez longtemps, et les gens parfois nous invitaient chez eux. C'est lors de ces discussions que j'ai véritablement appris à exposer mes idées, à argumenter au plus près des réalités des gens. Il fallait pouvoir répondre aux doutes exprimés par les gens sur la faisabilité du programme du Front de Gauche, convaincre que le « vote utile » n'en était pas un ou que le vote FN était une erreur. Ne pas répondre par des réponses vagues à des attentes précises.



Lors de ces porte à porte, ce qui m'a fortement frappé c'est la gentillesse de ceux qui nous ouvraient leur porte : l'accueil était le plus souvent très chaleureux même quand les gens ne votaient pas Front de Gauche.

Quand on n'a pas l'habitude de faire des porte à porte, au début, on a un peu d'appréhension sur l'accueil qu'on risque de nous réserver, on a peur de ne pas savoir exprimer ses idées, de ne pas être convaincants... En réalité les gens sont contents de pou-

voir discuter, et participent volontiers à la discussion, ils donnent leurs arguments, et expriment leurs doutes, ils ont d'ailleurs souvent exprimé le regret de ne pouvoir le faire plus souvent, de ce qu'on ne leur demande jamais leur avis même sur des sujets qui les concernent au premier chef. Ainsi lors d'un porte à porte dans un quartier de Lille Moulins, un vieux monsieur, d'origine algérienne, qui habitait un HLM en cours de rénovation, nous a expliqué longuement la manière dont son bâtiment était rénové – les travaux avaient commencé six mois plus tôt et étaient loin d'être terminés – les nuisances et les inconvénients qu'ils provoquaient (bruit en continu, ascenseur en panne, travaux commencés et non terminés, travaux mal faits) et se désolait de n'avoir jamais vu personne pour lui expliquer ce qui était en train de se faire, combien de temps ils allaient durer, etc. comme si les travaux se faisaient en dehors ou en dépit des habitants. Cet exemple en est un parmi tant d'autres. La dureté des conditions de vie dans certains quartiers est parfois saisissante.

L'autre aspect très riche de cette expérience ont été les assemblées citoyennes. Organisées autour de thèmes comme l'éducation, le logement, l'avenir dans les quartiers populaires, l'immigration ou l'islamophobie, ces assemblées ont permis aux habitants des quartiers ou à des personnes, représentantes ou non d'associations, de syndicats, d'exprimer leur avis sur

les propositions du Front de Gauche, de les discuter, de pointer leurs insuffisances, de faire des propositions pour les compléter. Là encore ce qui a été très frappant c'était la richesse des discussions, la créativité des personnes quand il s'agissait d'inventer l'avenir. Le Front de Gauche apparaissait à ces moments là comme porteur d'un véritable espoir de changement et à l'avant-garde des propositions, loin des amalgames traditionnels colportés évidemment par la droite mais également par une certaine gauche.

D'ailleurs l'idée de pérenniser ces assemblées dans les quartiers populaires s'est très vite imposée à nous. Rendez-vous est déjà pris pour qu'à la rentrée de septembre différentes assemblées populaires en lien avec le contexte social ou autour de campagnes comme défendre l'idée d'une régie publique de l'eau soient organisées.

Le dernier aspect enrichissant de cette campagne et non le moindre a été le travail militant au sein du Front de Gauche avec des militants issus du PC ou du PG voire n'appartenant à aucune organisation. Dans cette circonscription les militants étaient pour la plupart très jeunes. Pour certains, c'était même leur première expérience militante. Une disponibilité énorme caractérisait ces militants : des diffusions de tracts avaient lieu trois à quatre fois par semaine, certaines semaines il pouvait y en avoir tous les jours quand il fallait annoncer une assemblée citoyenne ou un meeting, une présence sur les marchés avait lieu deux à trois fois par semaine, un rythme identique pour les porte-à-porte. Pour ne pas s'essouffler, un véritable tour de rôle était effectué même si un noyau dur organisait le travail. Ce travail militant a été payant : dans les quartiers comme



La Coordination a également participé à la campagne sur plusieurs autres circonscriptions de la région, dont celle d'Hénin-Beaumont où JL Mélenchon et Hervé Poly ont mené la lutte contre Marine Le Pen et son parti fasciste (ici la manifestation du Front de Gauche du 2 juin près du puits Dahomet où 100 000 mineurs se mirent en grève contre l'occupant fasciste en 1941).

sur les marchés, les gens petit à petit nous reconnaissaient et venaient facilement discuter avec nous. Certains venaient nous féliciter, nous encourager et d'autres exprimaient tout l'espoir que représentait le Front de Gauche pour eux, surtout au sein de la population immigrée.

Nous sommes devenus la troisième force politique de la circonscription, devant le FN, avec plus de 15% de vote Mélenchon au premier tour des présidentielles, et 8,2% aux législatives (le PCF obtenait 2,27% au premier tour des législatives 2007).

Après les élections, dans mon quartier, certaines personnes qui me connaissaient ou qui me reconnaissaient pour m'avoir vue sur les affiches de campagne sont venues me voir pour me dire qu'elles avaient voté Front de Gauche, et qu'elles espéraient bien qu'on n'en resterait pas là, qu'il fallait garder l'unité, tant l'espoir qu'avait suscité le Front de Gauche était grand.

Ce travail a été possible car il y avait chez tous les militants – quelque que soit leur apparte-

nance politique – PC, PG, CC, la même volonté de ne pas marquer les différences, la même conviction que ce qui était primordial était ce qui nous unissait et non ce qui nous divisait. Ce qui n'a pourtant pas empêché certaines discussions sur des points sensibles et pouvant constituer des points de divergence, comme la question de l'islamophobie, de l'Europe, mais qui ont été en fait très formatrices et ont souvent suscité l'intérêt de nos camarades du PC et du PG désirant connaître davantage les analyses de la Coordination. A l'issue de ces discussions certaines lignes ont bougé, certaines opinions ou analyses ont été influencées par les points de vue des militants de la coordination notamment sur la question de l'islamophobie ou de l'immigration.

Sur ces questions comme sur d'autres la Coordination Communiste a eu un rôle important : les militants de la Coordination Communiste par leur présence régulière – nous étions une petite dizaine à être impliqués dans la campagne – leur investissement régulier dans les porte-à-porte, dans les assemblées citoyennes

et lors des diffusions de tracts sont apparus comme des militants fiables et incontournables. Aussi avons-nous pu au fur et à mesure des discussions, sans jamais en faire des points de rupture, faire valoir nos propres idées et nos propres analyses. Je crois qu'on peut sans présomption dire qu'on a influencé l'écriture de certains tracts, la problématique et la tenue de certaines assemblées citoyennes notamment dans le choix des intervenants.

Ainsi cette campagne a donc été par bien des aspects très enrichissante. Les autres camarades du Front de Gauche ont exprimé la même chose lors de la réunion de bilan de campagne qui a eu lieu après les élections. Chacun a fait un bilan positif de sa participation à la campagne et a exprimé le désir de se retrouver dans l'unité au sein de comités Front de gauche dès la rentrée de septembre pour continuer le travail réalisé dans les quartiers : porte-à-porte, diffusions de tracts sur les marchés et assemblées citoyennes régulières renouant avec l'idée d'éducation populaire.

FOUGUE ET DÉTERMINATION!

Le CCA fait campagne à Strasbourg avec le Front de Gauche

Dans la suite des élections cantonales de 2011, le Cercle Communiste d'Alsace (RCC) s'est engagé dans la campagne des présidentielles et des législatives de 2012 au sein du Front de Gauche.

Le renouveau de la lutte des classes

La candidature de Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles a été l'occasion de relancer un discours clair sur la lutte des classes, inaudible depuis plusieurs décennies. Le succès des meetings, même en Alsace, est la preuve que ce discours était attendu par les masses. Les résultats en Alsace révèlent que la gauche s'est mobilisée partout dans ce contexte. Cependant les résultats alsaciens des zones non urbaines nous montrent combien le militantisme est important pour

lutter contre la propagande des médias bourgeois. Là où il y a des militants actifs, le FG est plus connu et donc remporte plus de suffrages.

L'ancrage dans la lutte des classes

Après un travail de terrain conséquent lors des présidentielles, le CCA s'est engagé auprès de sa candidate Fabienne Tousch, suppléante d'Antoine Splet, candidat du PCF. Il était primordial pour les deux candidats de permettre au peuple de s'approprier la lutte pour défendre ses intérêts. Le travail avec le candidat du PCF pour les législatives s'est révélé réellement fructueux. Une coopération étroite entre les deux candidats a permis une campagne au plus près de la lutte des classes. Le travail avec les militants du FG a été porteur et enthousiasmant. Un comité de soutien de cette circonscription et un blog ont vu le jour. L'esprit de camaraderie et de vraie solidarité a donné le moral et motivé des gens non politisés avant la campagne, devenus de vrais sympathisants et qui sont, à n'en pas douter, l'avenir du FG.

Les résultats des élections pour le Front de Gauche

Le FG a obtenu 4,22 % aux élections législatives sur l'ensemble de la deuxième circonscription (avec un gain de 1000 voix par rapport aux cantonales de 2011). Il est à remarquer qu'une commune où nous n'avons pas été présents, faute de moyens et de temps, a fait chuter le résultat final. Mais dans les quartiers où nous avons beaucoup travaillé, les résultats sont très encourageants avec certains bureaux de vote entre 5 et 6%.

Le FG a donné une vraie occasion au peuple de se mettre en mouvement. Il a été une dynamique, dans une région où la droite est certes forte, mais surtout où la gauche a déserté le terrain et oublié l'Alsace. Cela a commencé à changer avec



Le cortège du RCC: La CC, le CCRP et le CCA ont défilé ensemble lors de la grande manifestation à la Bastille à Paris avant le premier tour des présidentielles.

cette campagne.

Notre campagne a été particulièrement bien reçue au Neuhof, quartier sur lequel le travail militant du CCA depuis 2 ans a porté ses fruits. Alors que nos premières discussions montraient l'isolement politique de ce quartier, la campagne a permis de discuter des effets de la crise et des vrais responsables. Les habitants ont facilement retrouvé le chemin de la lutte des classes pour défendre leurs intérêts attaqués par la bourgeoisie. Les contacts créés lors des tractages et des meetings ont été nombreux.

Le FG a aussi eu un accueil favorable dans les autres quartiers de Strasbourg, essentiellement dans les quartiers de classes moyennes du centre-ville, mais aussi, progressivement, dans les quartiers populaires, grâce à l'élan médiatique de Mélenchon certes, mais aussi grâce à notre présence militante. Le peuple cherche une issue à la crise. Les assemblées citoyennes ont été suivies par de plus en plus de gens. L'une d'entre elles, organisée pour les législatives au Port du Rhin - quartier très pauvre et fortement abstentionniste - a suscité des discussions politiques intéressantes entre les habitants du quartier. Nous avons constaté un net regain d'intérêt pour la politique. Cela a permis à une centaine de voix localement de se porter sur le vote FG aux législatives.

FRONT DE GAUCHE
Législatives
2e circonscription du Bas-Rhin - Strasbourg-Sud et Illkirch

candidat (PCF)
Antoine SPLET

Fabienne TOUSCH
(CCA) suppléante

Salaire, Emploi, Dignité
le 10 juin, votez pour votre député
Avec le soutien de Jean-Luc Mélenchon

Les limites à dépasser

Cependant, il ne suffit pas de « saupoudrer » un discours de quelques paroles anti-libérales face à un peuple trompé par le discours libéral de droite et de « gauche ». En Alsace comme ailleurs, le peuple s'est encore beaucoup abstenu lors des législatives. Le FG doit aller davantage encore à la rencontre des gens par une pratique continue du porte à porte. C'est le peuple lui-même qui doit se mettre en mouvement. Seule la présence pérenne du FG dans des « comités permanents » pourra assurer la victoire du peuple sur les intérêts des financiers. Comme les « comités d'unité populaire » d'Allende, chaque quartier, chaque entreprise et chaque administration doit développer son « comité permanent » pour investir le FG de ses revendications.

Les obstacles au développement du FG ne sont pas qu'organisationnels, ils se trouvent aussi dans les limites du programme du FG. En Alsace aussi le Front National a joué son rôle de mystificateur en trompant les couches

populaires par un discours pseudo-social et surtout par l'image d'une défense nationale anti-européenne. Si le FG a déjà produit le premier pas de la renégociation des traités européens, il n'a pas franchi ceux de la reconnaissance d'une nécessaire sortie de l'Union Européenne et de l'Eu-

Un mot de Fabienne Tousch, candidate suppléante du CCA pour le Front de Gauche

« Dans cette campagne, face aux obstacles, aux réticences de toute sorte, une citation de Sénèque m'a accompagnée : "ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles". A Strasbourg le Front de Gauche a beaucoup osé et doit continuer à se rassembler pour constituer ce vrai Front Populaire anticapitaliste que le peuple attend.

Sur les marchés et lors des réunions, je me suis remémoré une autre figure, très proche : celle de mon grand-père communiste, militant actif de la CGT, mort dans les mines de Lorraine. Je me suis alors souvenue que nous avons une responsabilité historique devant nos anciens : retrouver la fierté d'être communiste ».

ro. Il est primordial de sortir de cette Union Européenne impérialiste qui est construite par et pour les capitalistes contre l'intérêt des peuples d'Europe.

La confiance et l'engagement du peuple s'obtiendront par la poursuite de notre travail sur le terrain (porte à porte, réunions avec les habitants), avec un discours clair sur la sortie de l'euro et de l'Europe comme sur les responsables de la crise : ce n'est pas l'étranger mais bien le patron et le banquier qui créent la crise!

Rencontres de Marseille* : un succès grandissant !

Comme les inscriptions le laissaient pressentir, la 3ème rencontre nationale de Marseille, a rassemblé plus de monde que les deux précédentes. Plus de monde, plus de départements représentés, plus de diversité dans les expériences, une participation accrue de la jeunesse : ce sont les premiers éléments du succès.

Mais il n'y a pas que le nombre qui soit un motif de satisfaction. Il y a aussi la qualité et la sérénité des débats. De ce point de

croiser les expériences d'intervention politique en soutien et prolongement aux luttes. Luttés à dimension politique évidente. Quelle solution politique opposer aux délocalisations, en particulier au sein de l'UE comme dans le cas de Fralib ? Nul pouvoir ne peut se contenter de déclaration de bonnes intentions. Des actes politiques de protection de l'industrie doivent être posés. Cette question a d'ailleurs rebondi l'après-midi consacrée aux questions de l'UE. Un profond accord s'est dégagé sur les questions de la dette, de l'euro, de l'UE et de l'OTAN comme en témoignera la déclaration finale sur ces questions.

Accord sur la nécessité de sortir du carcan financier et antidémocratique que représentent l'ensemble des institutions de l'UE. Accord aussi pour considérer que si la nation est le cadre des luttes et des acquis, et donc des changements de société, c'est bien à ce niveau qu'il faut que soit posée la maîtrise de la monnaie et des banques.

Pour finir, la matinée de dimanche consacrée à la mise en place d'une nécessaire coordination nationale qui tienne compte des spécificités locales, des différences de stratégie en particulier selon que l'on soit membre d'une organisation nationale, locale ou isolé a été conclue par des décisions qui vont bien dans le sens du vœu exprimé en ouverture des journées : **être visible nationalement pour peser dans le débat d'idées.**

Bien sûr, bien des points restent à creuser : comment élargir encore ce rassemblement des communistes ? Quelle stratégie unitaire et quelle position vis-à-vis du Front de Gauche ? Quelle campagne sur les questions de la paix et en particulier contre la guerre de l'OTAN qui s'annonce en Syrie ? Quelle bataille contre le traité européen ?

Mais comme l'a dit l'un des participants, cette rencontre marque l'adhésion à une démarche entamée il y a 3 ans et qui va se poursuivre avec des décisions de coordination sur lesquelles nous reviendrons et un certain nombre de rendez-vous d'ores et déjà pris :

Septembre avec un **stand à la fête de l'Humanité**

Octobre avec la **rencontre internationale de Vénissieux**

Deux tremplins vers la tenue d'**Assises du communisme**, idée lancée il y a 3 ans déjà et qui prend forme aujourd'hui.

Une rencontre porteuse d'avenir donc !

*** Cette initiative annuelle regroupe des communistes dans et hors du PCF pour des échanges politiques et idéologiques destinés à favoriser la reconstruction du parti communiste en France sur les bases historiques de classe du PCF né du Congrès de Tours de 1920.**



vue, tout au long des 3 jours les différents temps de débat ont fait partie de ces moments où chacun mesure que les apports et les différences constituent plus une richesse qu'un obstacle.

Sans faire un compte rendu complet qui viendra plus tard, juste quelques éléments rapides au sortir de ces 3 jours.

La journée du vendredi consacrée à la commémoration du cinquantenaire de l'Algérie a été vécue comme une grande richesse de l'avis de tous les participant-e-s. Qu'il s'agisse de l'exposition constituée des articles de la presse des années 1915 à 1962, du diaporama de photos de Kouaci, photographe émouvant du FLN, du film **Un peuple en photos** et du débat très riche qui a suivi. Un apport complémentaire de gens différents, s'appuyant sur l'histoire pour se tourner vers l'avenir. Qu'il s'agisse des camarades algériens, du représentant de l'association des pieds noirs progressistes ou du dirigeant de la CGT dockers rappelant et expliquant les raisons de l'engagement constant de cette profession dans la solidarité internationale jusque récemment par rapport à la Palestine. Enfin le soir, l'exposé de **Saïd Bouamama** sur le long combat du peuple algérien pour sa libération et ses premiers pas dans l'indépendance conquise a fait l'unanimité tant par la richesse des informations apportées et jusque-là ignorées de beaucoup, que

par les éléments d'analyse historique qui éclaireront la réalité d'aujourd'hui.

La journée du samedi, partant de la lutte des Fralib, a été l'occasion de

Déclarations, initiatives, actualité, analyses, vidéos...

visitez notre site Internet!

www.rassemblementcommuniste.org

Répression politique et syndicale: A quand le changement?

Nous avons interrogé le camarade Salah Hamouri, prisonnier politique franco-palestinien, lors de sa tournée de conférence en France suite à sa libération récente, après un long combat de 6 ans (voir notre précédent numéro). Il rappelle à quel point la lutte pour la libération des prisonniers politiques fait partie intégrante du combat communiste, à l'heure où le combat juridique de Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique communiste en France, revient dans l'actualité (voir ci-dessous)

Chantiers : Les prisons ont souvent été un facteur d'unité de la résistance, que ce soit à l'époque de la résistance algérienne, vietnamienne, en Irlande. Comment cela se passe dans les prisons israéliennes ?

Salah Hamouri : En fait Israël a échoué dans son objectif de casser la volonté des résistants dans ses prisons, de séparer les prisonniers du reste du peuple, d'atteindre leur influence sur la politique et le peuple. On s'organise entre nous, sans jamais perdre de temps, qui est précieux : on vote pour des représentants, des milliers de prisonniers arrivent à se former en même temps, à apprendre l'histoire, à se politiser.

En juin 2006 par exemple, il y a eu un accord important entre toutes les organisations de la résistance sur la question de la réconciliation interpalestinienne : ce document a été rédigé en prison, suite à un accord entre les prisonniers de ces différentes organisations. En ce qui concerne la grève de la faim de centaines de prisonniers actuellement [mai 2012], c'est le fruit d'un travail d'organisation de près de deux ans au sein des prisons. Il y a encore à ce jour 4600 prisonniers palestiniens dans les prisons sionistes.



A l'invitation de la Coordination, Salah Hamouri rendait hommage aux résistants soviétiques antinazis enterrés au cimetière militaire d'Haubourdin



Pour la huitième fois, le gouvernement français, par le biais de Mme Taubira, vient de rejeter la libération de Georges Ibrahim Abdallah, ce militant communiste libanais, résistant antisioniste, détenu depuis 28 ans dans une prison en France alors qu'il est libérable depuis dix ans (cette prolongation arbitraire est ordonnée illégalement par le pouvoir US). Pour déposer une nouvelle demande, il lui faudra attendre encore deux ans! Comme pour Salah Hamouri et tant d'autres prisonniers politiques, c'est notre mobilisation qui imposera sa libération prochaine!

Elie DOMOTA (UGTG - LKP): Le pouvoir se sert de la Guadeloupe comme brouillon!

Retrouvez sur notre site Internet son excellente intervention (Lille, juin 2012) qui rappelle la condition des travailleurs et du peuple guadeloupéens, évoquant la répression actuelle des syndicalistes UGTG et LKP dont il est le porte-parole, mais

aussi ses multiples raisons historiques: Vie chère et « profitation » béké avec connivence de l'Etat, destruction brutale des services publics, de la paysannerie, de l'industrie locale, projet européen de réforme territoriale de 2014, discriminations et atteintes à la langue créole, scandale du prix de l'essence, scandale sanitaire de l'épandage des pesticides... prison ferme, tests ADN, amendes de milliers d'euros, accusation de « terrorisme », propagande médiatique, tout est bon pour briser en Guadeloupe notamment toute construction d'un front de lutte! La lutte continue!



ABONNEZ VOUS!



JOURNAL DU RASSEMBLEMENT ★ DES CERCLES COMMUNISTES

Trimestriel - Abonnement 10 euros pour 6 numéros
chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

A envoyer au 70 Avenue Salengro, 59170 CROIX



Cours de marxisme - léninisme Inscrivez-vous!

Chaque année, le Cercle Henri Barbusse (RCC) organise un cycle de formation de marxisme-léninisme sur trois années, à raison d'un cours mensuel de deux heures. Ce cours est ouvert à toutes et tous; n'hésitez pas à vous inscrire! Contactez pour cela le CHB par mail: cerclebarbusse@gmail.com / ou par courrier (CHB - 52 Allée du Lotus, 59650 Villeneuve d'Ascq).